

2024

# Monnaie mobile (mobile money) et inclusion financière au Burundi

Nininahazwe, Aline

UB, FSEA

---

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1885>

*Téléchargé depuis le dépôt institutionnel officiel de l'Université du Burundi*

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

MASTER EN SCIENCES DE GESTION

---



**MONNAIE MOBILE (MOBILE MONEY) ET INCLUSION  
FINANCIERE AU BURUNDI**

Par :

Aline NININHAZWE

Mémoire

présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention de diplôme de

Master en Sciences de Gestion

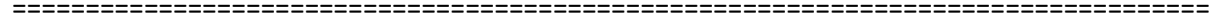
**Spécialité : Finance**

---

**Sous la direction du :**

Dr. François -Xavier MUREHA

**Bujumbura, Juillet 2024**



**MEMBRES DU JURY**

Président du Jury : Pr. Diomède NDAYISHIMIYE

Directeur : Dr. François -Xavier MUREHA

Secrétaire du Jury : Dr. Dieudonné KAGABO

---

**DEDICACE**

A l'Eternel Dieu, Tout-puissant créateur du ciel et de la terre, donateur de tout don parfait.

A mes très chers parents CIZA Chantal et NDABARORERE Augustin qui ont consenti à d'énormes efforts durant ces années passées ainsi qu'aux sacrifices et à leur affection inconditionnelle dont ils ne cessent de faire preuve à mon égard.

A mes sœurs et frères ;

A toute ma famille et mes amis ;

A ma future famille.

**NININHAZWE Aline**

---

**REMERCIEMENTS**

Notre gratitude va en premier lieu à l'endroit de notre Seigneur Dieu et sauveur pour nous avoir permis de réaliser ce travail en nous faisant grâce du souffle de vie renouvelé chaque matin.

Ensuite, nos remerciements vont à l'endroit du Dr François Xavier MUREHA mon Directeur de mémoire, qui en dépit de ses multiples occupations a accepté sans hésiter ce travail.

Nous tenons à remercier les membres du jury et tout le corps professoral de l'Université du Burundi et celui de la Faculté des Sciences Économiques en particulier pour leur formation.

A cet effet, des gestes de bienveillance combien louables nous ont permis de surpasser toutes les épreuves de nos parcours concernant ce second cycle. Raison pour laquelle au terme de second cursus universitaire, nous nous voyons d'être reconnaissantes envers tous ceux qui nous ont aidés d'une manière ou d'une autre à réaliser ce travail.

Nos remerciements vont aussi à nos camarades de classe.

**NININHAZWE Aline**

---

**RESUME**

Le Mobile money est l'un des services financiers les plus utilisés surtout dans les pays à faible couverture bancaire comme le Burundi. En effet, L'utilisation de la nouvelle technologie s'est avérée utile afin d'accomplir un objectif de bancarisation ou d'inclusion financière. Les technologies financières ont connu un essor remarquable depuis 2010 pour des raisons de sécurité et de rapidité.

L'objectif global de ce travail est de mesurer l'impact de mobile money sur l'inclusion financière et aussi le développement social des populations non bancarisées de la région, notamment les ruraux, les entrepreneurs, les commerçants du secteur informel.

Le plan de recherche dans ce travail a consisté d'abord à une analyse documentaire de façon rigoureuse les concepts comme l'inclusion financière et l'impact de mobile money, et puis à la collecte des informations et données y relatives permettant de mener à terme notre travail. En particulier, nous nous sommes servis d'une étude quantitative de l'enquête fait par l'INSBU sur les conditions de vie des ménages au Burundi (EICVMB, 2019-2020) et des rapports de la BRB sur l'inclusion financière. Dans le but d'atteindre nos objectifs de recherche, nous avons aussi mobilisé différentes méthodes quantitatives, à savoir la méthode de l'analyse en correspondances principales, la régression linéaire, le modèle probit et les moindres carrés à l'aide du logiciel « Stata 17 ».

Les résultats de l'analyse nous montrent que les opérateurs mobiles ont généré des revenus élevés grâce aux transferts d'argent mobile ce qui nous permet de confirmer notre première hypothèse selon laquelle les effets de paiement de mobile money est un facteur explicatif de l'inclusion financière. Plusieurs variables explicatives comme le milieu de résidence, le sexe, le montant transfert, le montant reçu, le niveau d'étude et blanche d'activité sont significatifs au seuil inférieur à 5%. Ces variables à un impact positif sur l'inclusion financière ce qui nous permet de confirmer notre deuxième hypothèse selon laquelle l'épargne est un instrument du mobile money sur l'inclusion financière.

En se référant sur les résultats de notre étude, nous recommandons : d'instaurer le système d'intérêt lorsqu'on épargne, d'inciter beaucoup à épargner dans le mobile money, de réduire la commission au retrait et à l'envoi et d'améliorer le service de paiement envers le mobile money.

**Mots clés :** Impact de l'argent mobile, inclusion financière, les ménages au Burundi

---

**ABSTRACT**

Mobile money is one of the most widely used financial services, especially in countries with low banking coverage such as Burundi. Indeed, the use of new technology has proven useful in order to achieve a banking or financial inclusion objective. Financial technologies have experienced a remarkable boom since 2010 for reasons of security and speed. The overall objective of this work is to measure the impact of mobile money on financial inclusion and also the social development of unbanked populations in the region, particularly rural people, entrepreneurs, and traders in the informal sector. The research plan in this work consisted first of a rigorous documentary analysis of concepts such as financial inclusion and the impact of mobile money, and then of the collection of information and data relating to it to complete our work. In particular, we used a quantitative study of the survey conducted by the INSBU on the living conditions of households in Burundi (EICVMB, 2019-2020) and the BRB reports on financial inclusion. In order to achieve our research objectives, we also used different quantitative methods, namely the principal correspondence analysis method, linear regression, the probit model and least squares using the "Stata 17" software.

The results of the analysis show us that mobile operators have generated high revenues through mobile money transfers, which allows us to confirm our first hypothesis that the effects of mobile money payments are an explanatory factor for financial inclusion. Several explanatory variables such as place of residence, gender, transfer amount, amount received, level of education and white activity are significant at the threshold below 5%.

These variables have a positive impact on financial inclusion, which allows us to confirm our second hypothesis that savings are an instrument of mobile money on financial inclusion. Referring to the results of our study, we recommend: to establish the interest system when saving, to encourage many to save in mobile money, to reduce the commission on withdrawal and sending and to improve the payment service towards mobile money.

**Keywords:** Impact of mobile money, financial inclusion, households in Burundi

---



---

**TABLE DES MATIERES**

<b>MEMBRES DU JURY</b> .....	<b>i</b>
<b>DEDICACE</b> .....	<b>ii</b>
<b>REMERCIEMENTS</b> .....	<b>iii</b>
<b>RESUME</b> .....	<b>iv</b>
<b>ABSTRACT</b> .....	<b>v</b>
<b>TABLE DES MATIERES</b> .....	<b>vi</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>ix</b>
<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	<b>x</b>
<b>AVANT-PROPOS</b> .....	<b>xi</b>
<b>INTRODUCTION GENERALE</b> .....	<b>1</b>
1. Motivation du choix du sujet.....	1
2. Intérêt du Sujet.....	2
2.1. Intérêt personnel.....	2
2.2. Intérêt politique sur l'Économie .....	2
2.3. Intérêt académique .....	3
3. Problématique de recherche.....	3
4. Objectifs.....	5
4.1. Objectif global .....	5
4.2. Objectifs spécifiques .....	5
5. Hypothèses.....	6
6. Méthodologie de recherche .....	6
6.1. Techniques .....	6
6.2. Méthodes.....	6
7. Articulation du travail.....	7
8. Délimitation du sujet .....	7
<b>CHAPITRE I : REVUE LITTERAIRE SUR LE MOBILE MONEY ET L'INCLUSION FINANCIERE</b> .....	<b>8</b>
I.1. Revue de la littérature théorique .....	8
I.1.1. Clarification conceptuelle.....	8
I.1.2. Historique sur le Mobile money .....	10
I.1.3. Développement (TIC) du mobile money .....	11
I.1.4. Théorie sur le Mobile money.....	11

=====	
I.1.4.1. Produits mobile money .....	12
I.1.4.2.Types et Avantages de la monnaie.....	16
I.1.4.2.1. Avantages de la monnaie.....	16
I.1.4.2.2. Types de monnaies .....	16
I.1.4.3. Critères de services de mobile money .....	17
I.1.4.4. Avantages de mobile money .....	17
I.1.4.5. Fonctionnalités du mobile money .....	18
I.1.5. Concept sur l'inclusion financière .....	19
I.1.6. Relations entre mobile money et inclusion financière.....	20
I.1.7. Epargne .....	21
I.1.7.1. Raisons de l'épargne.....	22
I.1.7.2. Formes de l'épargne. ....	22
I.2. Revue de la littérature empirique .....	23
Conclusion du premier chapitre .....	26
<b>CHAPITRE II. INCLUSION FINANCIERE ET MOBILE MONEY AU BURUNDI ...</b>	<b>27</b>
II.1. Inclusion financière au Burundi.....	27
II.2. Mobile money au Burundi .....	31
<b>II.2.1. Les abonnées du mobile money en 2020 .....</b>	<b>34</b>
<b>II.2.2. L'enquête de L'INSBU (2019-2020) sur l'utilisation du mobile money .....</b>	<b>37</b>
Conclusion du deuxième chapitre .....	39
<b>CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'IMPACT DU MOBILE MONEY SUR</b>	
<b>L'INCLUSION FINANCIERE DES MENAGES AU BURUNDI .....</b>	<b>40</b>
III.1. Enquête et méthodologie utilisée lors de l'analyse des données. ....	40
III.1.1. Méthodologie de collecte des données sur l'accès et utilisation des services et produits financiers des ménages par l'INSBU .....	40
III.1.2. Méthodologie de collecte des données sur l'accès et utilisation des services et produits financiers des ménages par BRB en 2017 .....	41
III.2. Echantillonnage .....	41
III.2.1. Echantillonnage de l'enquête réalisée par l'INSBU .....	41
III.2.2. Echantillonnage de l'enquête réalisée par la BRB.....	42
III.3. Analyse de l'impact du mobile money sur l'inclusion financière des ménages au Burundi .....	42
III.3.1. Analyse de l'évolution du mobile money au Burundi de 2019-2020 (INSBU) ...	42

=====	
III.3.1.1. Analyse de la proportion d'individus ayant reçus des transferts d'argent .....	43
III.3.1.2. Utilisation de mobile money selon le niveau d'instruction, l'âge et le milieu de résidence .....	45
III.3.2. Analyse de l'évolution de l'inclusion financière au Burundi (Les données de la BRB 2017) .....	48
III.4. Spécification du Modèle .....	48
III.4.1. Présentation des variables .....	50
III.4.1.1. Variable de possession du compte de mobile money .....	50
III.4.1.2. Variable de L'Epargne .....	52
III.5. Présentation, interprétation et discussions des résultats .....	53
III.5.1. Présentation et interprétation des résultats .....	53
III.5.1.1. Résultat de l'application du modèle probit sur le modèle mobile money .....	54
III.5.1.2. Variable de l'Epargne .....	56
III.6. Discussions des résultats .....	58
Conclusion du 3 <sup>ème</sup> chapitre .....	61
<b>CONCLUSION GENERALE .....</b>	<b>62</b>
<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>64</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>66</b>

=====

**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Tableau comparatif des indicateurs clé d'inclusion financière au Burundi de 2012 à 2017 .....	30
Tableau 2: Evolution du nombre de clients, du nombre d'opérations et du montant des opérations des transactions électroniques de 2015 à 2017 .....	32
Tableau 3 : Distribution, par sexe, du nombre d'opérations des transactions électroniques de 2016 à 2017 .....	33
Tableau 4 : Premier trimestre 2020 .....	34
Tableau 5 : Deuxième trimestre 2020 .....	34
Tableau 6 : Troisième trimestre 2020.....	35
Tableau 7 : Quatrième trimestre 2020 .....	36
Tableau 8 : Analyse de la proportion (%) d'individus ayant reçu des transferts d'argent du bénéficiaire selon le lien de parenté avec l'expéditeur selon le genre.....	43
Tableau 9 : Analyse de la proportion (%) d'individus ayant reçu des transferts d'argent du bénéficiaire selon le lien de parenté avec l'expéditeur selon la situation matrimoniale .....	44
Tableau 10 : Analyse de l'utilisation du mobile money selon le niveau d'instruction.....	45
Tableau 11 : Analyse de l'utilisation du mobile money selon l'âge.....	46
Tableau 12 : Proportion (%) d'individus ayant reçu des transferts d'argent au cours des 12 derniers mois par milieu de résidence selon le lien de parenté avec l'expéditeur.....	46
Tableau 13 : Répartition (%) des transferts reçus et milieu de résidence du bénéficiaire selon le principal canal de transfert.....	47
Tableau 14 : Comparatif des indicateurs clé d'inclusion financière au Burundi de 2012 à 2017 .....	48
Tableau 15 : Résumé des variables dépendante et indépendante de deux équations.....	54
Tableau 16 : Résultat de l'effet marginal sur les individus possédant le compte mobile money dans leur téléphone .....	55
Tableau 17 : L'effet marginal pour l'épargne .....	57

---

**SIGLES ET ABREVIATIONS**

AfSS	: Afrique subsaharienne
ARCT	: Agence de régulation et de contrôle des télécommunications
BEF	: Banques et Etablissement Financiers
BRB	: Banque de la République du Burundi
CTIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
CURDES	: Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique
DTB	: Diamond Trade Bank
EC	: Etablissements de Crédit
EICVMB	: Enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages au Burundi.
GSMA	: Global System for Mobile Communications Association.
IMF	: Institutions de Microfinance
INSBU	: Institut National des Statistiques du Burundi
KCB	: Kenya Commercial Bank
l'IBB	: Interbank Burundi
MTN	: Medium Term Notes
PME	: Petite ou Moyenne entreprise
PRFI	: Pays à Revenu faible ou intermédiaire
RNP	: Régie Nationale des Postes
SIM	: Subscriber Identity Module
SMS	: Short Message Service
TIC	: Technologies de l'information et de la communication

---

**AVANT-PROPOS**

Le présent mémoire est parmi les exigences que recommande l'Université du Burundi en vue d'obtenir un Diplôme attestant la fin des études de master en Sciences de Gestion, option Finance. Il analyse l'argent mobile et l'inclusion financière au Burundi. Nous avons travaillé sur toutes les provinces du Burundi.

La motivation de cette étude est venue du constat que l'argent mobile est une technique qui est répandue dans toutes les provinces du pays, y compris celles où on trouve un nombre relativement important de points de service des institutions financières formelles. Au cours de ces dernières années, les services financiers mobiles ont connu une expansion considérable au Burundi. Plus particulièrement, la croissance rapide de l'industrie des paiements mobiles a amélioré, pour les couches défavorisées, l'accès aux services financiers bon marché, aussi bien au plan national qu'au plan international.

Il est alors nécessaire pour un gestionnaire de savoir et d'analyser si l'argent mobile influence sur l'inclusion financière de la population du Burundi.

Ainsi, notre étude est basée sur une analyse sur les données de l'INSBU, les rapports de la BRB sur l'inclusion financière au Burundi, elle essaie d'analyser les différentes variables liées à l'inclusion financière des ménages au Burundi.

Nous avons bon espoir que vous trouverez cette publication utile dans votre quête d'une meilleure compréhension des tendances de la croissance des services monnaie mobile, notamment les opérations nationales et les options envisageables pour réglementer ces services.

---

**INTRODUCTION GENERALE**

L'inclusion financière peut soutenir la croissance économique globale et la réalisation d'objectifs de développement plus larges. Elle favorise le développement économique en permettant à une part croissante des ménages et des PME d'accéder à une large palette de services financiers pour un coût raisonnable (Samuel & Luc, 2014).

Selon le rapport de la Banque mondiale (2020) sur l'inclusion financière, l'étude montre des progrès remarquables au cours de la dernière décennie : 1,2 milliard d'adultes dans le monde ont pu ouvrir un compte courant entre 2011 et 2017, ce qui a porté à 69 % le taux mondial de possession d'un compte. Les services financiers numériques (y compris via la téléphonie mobile) sont désormais disponibles dans plus de 80 pays et utilisés à grande échelle dans un certain nombre d'entre eux. Des millions de pauvres qui étaient auparavant exclus ou mal desservis et qui recouraient exclusivement à des transactions en espèces ont désormais accès à des services financiers formels grâce à un téléphone mobile ou un autre type de technologie numérique. Pour cette raison, il est considéré à la fois comme un outil financier inclusif et d'intégration financière « potentielle ».

Le mobile money n'est pas seulement une activité économiquement rentable. C'est également un moyen clé de faire progresser l'inclusion financière et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies. Des millions de familles qui auparavant n'avaient pas de comptes bancaires ont désormais accès à des services financiers sûrs et sécurisés qui transforment leur vie, et nombre de ces initiatives transformatrices ont été soutenues par le fonds d'innovation de la GSMA (Global System for Mobile Communications Association).

**1. Motivation du choix du sujet**

Au Burundi, avec le nouveau système de compte mobile, le téléphone portable est devenu une banque mobile entre les mains de son utilisateur. Alors que le taux de bancarisation était faible, les géants de la télécom y ont vu une opportunité pour le mobile banking . Ce service a permis aux personnes sans compte bancaire, surtout en milieu rural, de garder leur argent dans des portefeuilles mobiles liés à leurs numéros de téléphone, faisant hausser le taux de bancarisation (Ndorukwigira ,2019).

=====

Le rapport de l'INSBU en 2019 montre que le canal de transfert d'argent au Burundi comme le Mobile Money (Argent mobile) occupait la première place par rapport aux autres modes de transferts classiques, que ce soit pour les envois de fonds ou les fonds reçus par les ménages : 42,0% des transferts d'argent reçus ont été effectués par ce canal. Les autres canaux de transferts d'argent les plus préférés par les expéditeurs étaient : cash (18,6%), les sociétés de transfert (17,7%), à travers des tierces personnes (13,6%) ou Mobile Banking (5,7%), etc...

Il confirme aussi que le Téléphone mobile est le principal canal de transfert d'argent (43,0%) suivi par le cash (21,7%). Les transferts reçus des ménages sont en grande partie destinés au soutien courant (70,3%), à la scolarité/éducation (9,8%), à l'appui aux travaux agricoles (4,2%) ou non agricole (3,7%). Peu de transferts reçus sont destinés à l'investissement (achat de terrain (2,4%) ou construction de maison (2,2%) ou à l'épargne (1,7%).

Au Burundi, le transfert d'argent occupe une place importante dans la vie des ménages et surtout dans les provinces de l'intérieur du pays. S'il y'a un marché hyper dynamique dans le pays c'est bel et bien celui des services financiers sur mobile .

En raison du progrès du Mobile Money et de son potentiel à favoriser l'inclusion financière, nous avons décidé de focaliser notre étude sur le thème : « **Impact de Mobile Money sur l'inclusion financière des ménages au Burundi** ».

## **2. Intérêt du Sujet**

L'intérêt du sujet de travail porte sur l'intérêt personnel, l'intérêt politique sur l'économie et l'intérêt académique.

### **2.1. Intérêt personnel**

Le travail permettra de connaître l'impact de mobile money sur l'inclusion financière des ménages au Burundi et surtout de faibles revenus.

Il va nous permettre d'élargir nos connaissances et approfondir des notions de finances digitales surtout les différentes pratiques de finance pendant notre vie professionnelle.

### **2.2. Intérêt politique sur l'Économie**

Le travail va aider les décideurs économiques à prendre des décisions appropriées sur les différentes organisations œuvrant dans le domaine de mobile money. Les régulateurs de ce domaine vont s'en servir dans le cadre de la mise en place d'une réglementation appropriée

=====

sur ceux qui l'utilisent (les ménages et les institutions du domaine de mobile money). Cela pourrait conduire à accroître l'inclusion financière et à l'autonomisation des groupes vulnérables au Burundi.

Les résultats de cette étude peuvent conduire au développement et à l'autonomisation des groupes vulnérables au Burundi.

### **2.3. Intérêt académique**

Au niveau académique, l'apport de mon travail vis à vis de l'étudiant est important et intéressant car il est d'un intérêt théorique avec un apport considérable dans les domaines de la finance digitale.

Cette étude permettra aussi d'améliorer le nombre de publications scientifiques dans les sciences de gestion permettant ainsi aux futurs étudiants désireux de travailler sur ce thème de s'en inspirer. Cette recherche contribuera aussi à la littérature existante et fournira des formations des données empiriques sur l'argent mobile pour l'inclusion financière en étudiant dans quelle mesure les services d'argent mobile peuvent faciliter l'inclusion financière des personnes socialement exclues au Burundi.

### **3. Problématique de recherche**

Au cours des dernières années, l'inclusion financière est devenue l'un des problèmes les plus critiques dans le domaine de la politique monétaire (Antonella, Amirreza, & Alicia, 2021). Les taux de chômage et d'alphabétisation font partie des facteurs contribuant à l'exclusion financière, et on observe que les femmes sont plus vulnérables que les hommes au manque d'inclusion financière. Dans les pays moins développés, l'économie repose fortement sur l'agriculture, et les gens sont financièrement moins inclusifs lorsqu'ils vivent dans les zones rurales de ces pays. Le faible taux d'inclusion financière à réduire les niveaux de développement de ces pays.

Au Burundi, les habitants des zones rurales ont un accès extrêmement limité aux services financiers. Les populations rurales sont les plus touchées par l'exclusion financière, en particulier les femmes et les jeunes âgés de 18 à 30 ans. Environ 3,3 millions de personnes sont exclues financièrement. Le taux de possession d'un compte est cinq fois plus élevé en zones urbaines qu'en zones rurales ; ce taux ne dépasse pas 5 % dans les provinces de Ruyigi, Karusi et Rutana (PAIFAR-B, 2017).

=====

Les coûts élevés associés aux services bancaires conventionnels, associés aux heures d'ouverture limitées, au transport vers la banque la plus proche, le chômage, à cause du manque d'éducation financière et de connaissance des institutions financières, d'autres facteurs socioculturels.

Ces personnes voient leur capacité à échanger, épargner, créer une entreprise... fortement réduite. L'inclusion financière demeure un problème répandu. C'est pour cela que mon étude se concentre sur toutes les provinces du Burundi.

En se basant sur le rapport de la Banque de la République du Burundi (BRB) sur l'inclusion financière, 12,5 % de la population adulte possédaient un compte dans une institution financière, ce qui signifie qu'environ 480 000 personnes participaient au système financier formel ; à l'inverse, environ 3,3 millions de personnes en sont exclues. Le taux de possession d'un compte était cinq fois plus élevé en zones urbaines qu'en zones rurales ; le taux ne dépasse pas 5 % dans les provinces de Ruyigi, Karusi et Rutana (BRB, 2012) .

Selon ce rapport, les principaux obstacles à l'ouverture d'un compte étaient le manque de revenu en argent, l'incapacité à épargner et la difficulté de réunir le montant minimum exigé. Seulement 2,9 % des répondants ont obtenu un crédit dans une institution financière au cours des douze derniers mois. Les principaux obstacles pour accéder au crédit sont liés à la pauvreté monétaire et au manque d'information. En définitive, les institutions financières devaient faire davantage d'efforts pour rendre leurs services plus accessibles aux femmes, aux jeunes et aux travailleurs du secteur informel notamment en milieu rural (BRB, 2012) .

Les statistiques de l'enquête de 2017 de la BRB sur l'inclusion financière montrent aussi que le taux de l'inclusion financière reste très faible. En effet, 21,47 % en 2016 de la population adulte contre 25,74 % en 2015, 26,36 % en 2014, 23,81 % en 2013 et 12,5 % en 2012 ont un compte de dépôt/épargne dans une institution financière formelle. Dans le même temps, les abonnées de mobile money sont plus nombreux que les titulaires de comptes bancaires dans des nombreux pays et beaucoup d'entre eux sont des personnes dans les zones rurales surtout à faible revenu (BM, 2021).

En 2018, une autre enquête nationale a été effectuée par la BRB sur l'inclusion financière, indique qu'au 31 décembre 2017, le Burundi compte 694 points de service (contre 701 points de service en 2016)<sup>2</sup> incluant les sièges des Etablissements de Crédit (EC) et des Institutions de Microfinance (IMF), leurs agences, guichets et guichets automatiques bancaires ainsi que la RNP et ses bureaux postaux. La distribution géographique des 694 points de service montre

=====

que 4,20 % des communes (contre 6,72 % des communes en 2016) comptent chacune un (1) seul point de service, 73,11 % des communes (contre 71,43 % des communes en 2016) comptent chacune deux (2) à quatre (4) points de service, 21,01 % des communes (contre 19,33 % des communes en 2016) comptent chacune cinq (5) à vingt-cinq (25) points de service tandis que 1,68 % des communes ont plus de vingt-cinq (25) points de service en 2017 comme en 2016.

Le rapport de l'enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages au Burundi de l'ISTEEBU indique que les transferts reçus par les ménages au Burundi sont estimés à 128 093,9 millions de FBU au moment où les transferts émis s'élèvent à 60 083,2 millions de FBU en 2020. L'analyse montre que presque la totalité des transferts reçus par les ménages sont allés en milieu rural (80,0%). On peut constater qu'un grand nombre de citoyens burundais et surtout ceux à faible revenu utilisent ce service de mobile money. De ce qui précède, une question s'impose : **Quel est l'impact du mobile money sur l'inclusion financière dans les ménages Burundais ?**

Cette question principale soulève deux questions secondaires suivantes :

Question 1 : Quels sont les effets de moyens de paiement mobiles sur l'inclusion financière des ménages au Burundi ?

Question 2 : Le mobile money a-t-il contribué à la mobilisation de l'épargne des ménages au Burundi ?

## **4. Objectifs**

### **4.1. Objectif global**

L'objectif global de ce travail est de mesurer l'impact de mobile money sur l'inclusion financière et aussi le développement social des populations non bancarisées de la région, notamment les ruraux, les entrepreneurs, les commerçants du secteur informel.

### **4.2. Objectifs spécifiques**

Pour aboutir à notre objectif global, des objectifs spécifiques vont nous servir à cette tâche. Il s'agit de :

- Analyser les effets de transfert de fonds de personne à personne et l'achats de biens et services effectués via les services mobiles sur l'inclusion financière des ménages au Burundi.

- =====
- Analyser les effets du mobile money comme instrument à l'inclusion financière sur la mobilisation de l'épargne des ménages au Burundi.

## **5. Hypothèses**

Pour réaliser notre travail de recherche, nous avons postulé les hypothèses suivantes :

H1 : Les moyens de paiement mobiles exerce un effet positif sur l'inclusion financière des ménages au Burundi.

H2 : Le mobile money a un effet positif sur la mobilisation de l'épargne des ménages au Burundi.

## **6. Méthodologie de recherche**

Ce point comprend d'abord la technique utilisée pour avoir les informations nécessaires pour la réalisation de ce travail de recherche et la méthodologie qui a été utilisée.

### **6.1. Techniques**

Les différents documents à savoir les enquêtes, les ouvrages, les articles ont été utiles pour notre travail de recherche. L'enquête fait par INSBU en 2019-2020 a été fondamentale pour permettre de répondre aux questions de recherche. Il présente également la conception de la recherche, le moment et le lieu de l'étude, les techniques d'échantillonnage, les sources de données, la taille de l'échantillon, l'analyse de la procédure et le questionnaire utilisé dans la collecte des données. Il donne une narration de la population étudiée et des techniques qui seront utilisé pour l'échantillonnage. Cette technique nous aide d'étudier le problème de l'exclusion financière de ces ménages, menée dans les différentes provinces du Burundi. .

### **6.2. Méthodes**

Dans ce travail, nous utilisons d'abord l'analyse documentaire avec l'utilisation de façon rigoureuse les concepts comme l'inclusion financière et l'impact de mobile money, ainsi que la collecte des informations et données y relatives permettant de mener à terme notre travail. En particulier, nous nous sommes servis d'une étude quantitative de l'enquête fait par l'INSBU sur les conditions de vie des ménages au Burundi (EICVMB, 2019-2020) et des rapports de la BRB sur l'inclusion financière.

Dans le but d'atteindre nos objectifs de recherche, nous avons mobilisé différentes méthodes quantitatives, à savoir la méthode de l'analyse en correspondances principales, la régression linéaire, le modèle probit et les moindres carrés à l'aide du logiciel « Stata 17 ».

---

## **7. Articulation du travail**

Le présent travail de recherche est structuré en trois chapitres qui sont précédés par une introduction générale.

Le premier chapitre présente la revue théorique et empirique sur le mobile money et l'inclusion financière. Le deuxième chapitre parle sur l'inclusion financière et mobile money au Burundi. Enfin, le dernier chapitre aborde l'analyse empirique de l'impact du mobile money sur l'inclusion financière des ménages au Burundi.

Le travail est bouclé par une conclusion générale et des suggestions.

## **8. Délimitation du sujet**

Notre sujet est délimité dans le temps et dans l'espace. Dans le temps, le travail est délimité pour une période de 2012 à 2020. Dans l'espace, nous avons travaillé sur toutes les provinces du Burundi. Enfin, dans le domaine, le travail est du domaine de la finance.

## **CHAPITRE I : REVUE LITTÉRAIRE SUR LE MOBILE MONEY ET L'INCLUSION FINANCIÈRE**

Un bon nombre d'articles et de publications scientifiques traitent de l'impact de l'inclusion financière sur les différents secteurs de l'économie.

Cette revue de la littérature vise à faire les contours des articles et des livres savants sur l'inclusion financière dans le monde pour nous en inspirer quant au cadre théorique et empirique, méthodes et approches d'analyses déjà faites sur le sujet. Cela nous permettra aussi d'apporter, à travers notre travail, une valeur ajoutée par rapport aux travaux déjà effectués sur la question.

### **I.1. Revue de la littérature théorique**

Dans cette partie nous avons présenté les manières dont le mobile money influence le secteur financier. Tout d'abord en définissant les concepts de « Mobile money » et « l'inclusion financière ». Puis nous verrons à travers un cadre plus conceptuel, comment le mobile money agit sur l'inclusion financière en théorie. En passant de l'émergence de cette innovation, en montrant la relation existant du mobile money et l'inclusion financier.

#### **I.1.1. Clarification conceptuelle**

##### a) le mobile-money

Le Mobile money est défini comme un moyen de paiement qui utilise le téléphone portable pour effectuer des transferts ou des paiements en faveur de personnes peu ou pas bancarisées (GSMA, 2010).

(Laurence, 2022), définit aussi le mobile money comme un portefeuille mobile étant un système qui permet aux personnes qui ne disposent pas de compte bancaire d'effectuer un transfert d'argent, de régler leurs dépenses, de récupérer du cash ou de le conserver en ligne, à partir de leur téléphone. En quelque sorte, le numéro de téléphone constitue le numéro de compte. Ainsi, vous entendez parler indifféremment de portefeuille mobile ou de portefeuille électronique pour des systèmes qui n'exigent pas d'utiliser une carte de crédit.

#### b) Monnaie électronique

L'expression « monnaie électronique » est utilisée ici au sens large pour désigner les sommes d'argent stockées dans des téléphones portables en utilisant comme identificateur la carte SIM du téléphone, plutôt qu'un numéro de compte comme on le fait pour les services bancaires traditionnels (CNUCED, 2013).

Ces sommes d'argent sont émises sous forme virtuelle par une entité (un opérateur de réseaux mobiles, en l'occurrence) et sont gardées dans un compte électronique sur la carte SIM du téléphone mobile, lequel sert également à transmettre des ordres de transfert ou de paiement, tandis que la contrepartie en espèces est conservée ailleurs, en lieu sûr, normalement dans une banque, comme c'est le cas dans la CAE. L'utilisateur peut accéder au solde de son compte électronique à partir de son téléphone portable, pour transmettre instantanément des ordres de transfert ou de paiement.

#### c) Inclusion

L'inclusion est donc un effort démocratique pour que tous les citoyens, en situation de handicap ou non, puissent participer pleinement à la société, selon un principe d'égalité de droit (ASBL, 2012).

#### d) Finance

Selon Larousse, c'est la Science de la gestion des patrimoines individuels, des patrimoines d'entreprise et des deniers publics. Ou la Ressource pécuniaire dont quelqu'un, ou un groupe, dispose à un moment donné pour ses besoins : Mettre de l'ordre dans ses finances.

#### e) Inclusion financière

L'inclusion financière (ou finance inclusive) est l'offre de services financiers et bancaires de base à faible coût pour les consommateurs en difficultés et exclus des services traditionnels (Sammuel & luc, 2014) .

Le groupe ADA (Appui au développement autonome) définit aussi l'inclusion financière comme l'ensemble des dispositifs mis en place pour lutter contre l'exclusion bancaire et financière. Elle englobe toute une gamme de produits et services financiers et non financiers rendus accessibles aux populations pauvres.

#### f) Paiement mobile

Le paiement mobile est une forme de paiement qui peut être réalisé depuis n'importe quel endroit à partir du moment où l'on dispose du matériel et de l'application nécessaires, et bien sûr d'un accès à Internet (FIDA & Banque, 2015).

#### g) Transfert d'argent

C'est le Paiement transfrontalier de particulier à particulier d'un montant relativement faible. Les transferts sont généralement des paiements récurrents effectués par des travailleurs migrants à destination de membres de leur famille dans leur pays d'origine. Les transferts d'argent sont d'abord et avant tout des flux financiers privés entre membres d'une même famille (Olivier, 2018).

### **I.1.2. Historique sur le Mobile money**

Le paiement par téléphone, également appelé le « mobile money », est l'innovation la plus importante de cette dernière décennie en Afrique. Créé au Kenya en 2007, le paiement par téléphone a bouleversé l'économie du continent africain, ses habitudes de consommation et de production. C'est la révolution du XXI<sup>e</sup> siècle en Afrique depuis qu'en 2007, l'opérateur britannique Vodafone a créé M-Pesa, le premier système de paiement par téléphone au Kenya et en Tanzanie. La vie de centaines de millions d'Africains en a été bouleversée. En 2018 on comptait sur le continent plus de 135 services de « mobile money » et 340 millions de comptes.

EN 2018 en Afrique, on se retrouvait avec un peu plus de 400 millions de dollars de transactions par jour. Et pour une fois, l'Afrique était au-devant de la scène. L'Afrique représentait un peu plus de 54% du volume du "mobile money" mondial. »

Alors qu'à peine 20% des Africains possédaient un compte en banque, le « mobile money » a comblé un vide et permis à la majorité d'accéder aux services financiers.

Au Burundi, les premiers opérateurs de réseaux mobiles a commencé en 1999 mais a commencé à fournir des services de paiement mobile plus tard en 2010. Bien que peu de Burundais posséder un compte dans les banques, la souscription aux services de paiement mobile notamment le mobile money, a augmenté. Jusqu'à récemment, 2 plateformes de mobile money (Sasai Fintech, anciennement Ecocash et Lumicash) et 8 plateformes bancaires mobiles (Bancobu eNoti, M-cash, Sim Banking, IBB Mobile banking, KCB mobi, Pesafash, Ecobank mobile et Rungika) occupaient le paiement mobile en Burundi. Fin 2017, le nombre

d'abonnés au mobile money était estimé à 2,8 millions<sup>4</sup> contre seulement 30000 dans le mobile banking (CURDES, 2023).

### **I.1.3. Développement (TIC) du mobile money**

Concernant le développement sur Les TIC, aujourd'hui ils sont au cœur du développement en Afrique (Tcheng et al, 2008). Elles ouvrent la voie à de multiples innovations. En effet la téléphonie mobile apparait comme un facteur d'élargissement des services financiers. A travers le mobile banking, une innovation financière amorcée par les opérateurs de téléphonie et les institutions financières, on assiste à une véritable diffusion des services financiers auprès de l'ensemble de la population C'est le cas notamment du Cameroun avec MTN money et Orange money (Laetitia & Dominique, 2015).

Cette innovation joue un rôle très important dans l'accès aux services financiers en ce qui concerne les différentes couches de la population. Afin de pouvoir répondre aux besoins des clients sans cesse grandissants, les entreprises se tournent désormais vers les TIC en vue de favoriser l'innovation et concevoir des produits et services adaptés. Une étude du Conseil des Technologies de l'Information et de la Communication (CTIC) a montré comment les innovations dans les TIC façonnent et définissent les services financiers.

En effet, compte tenu des problèmes réels de coût, de qualité et de rapidité d'exécution de services, de sécurité et de conformité à la réglementation, l'adoption des TIC dans le milieu des services financiers pourrait être une solution. Roller & Waverman (2001) ainsi que Chaix (2013) disent à cet effet que les TIC auraient tendance à réduire les coûts de transaction et augmenter la production des entreprises en développement.

L'innovation dans le secteur des services financiers peut être défini tant sur le plan de l'innovation des produits (création de nouveaux produits) que celui de l'innovation de procédé (la réduction des coûts des biens existants).

### **I.1.4. Théorie sur le Mobile money**

Cette théorie sur le mobile money nous permet de décrire :

- Les produits mobiles money ;
- Critères de services de mobile money ;
- Avantages de mobile money ;
- Fonctionnalités du mobile money.

### **I.1.4.1. Produits mobile money**

#### **Trois catégories des services monétaires mobiles**

Les transferts : une somme d'argent est transférée d'un utilisateur à un autre, sans s'accompagner, en règle générale, d'un échange de biens et services. On parle de transfert de particulier à particulier (P2P) et ces transactions peuvent être tant nationales qu'internationales.

Les paiements : une somme d'argent est transférée d'un utilisateur à un autre et le transfert est associé à un échange de biens et de services.

Les services financiers : le porte-monnaie mobile peut être relié à un compte bancaire pour lui offrir tout l'éventail des transactions (épargne et crédit par exemple) qu'il pourrait normalement effectuer par une succursale (Tangakou, 2019).

#### **A) Transfert d'argent**

Au départ, les transferts d'argent se faisaient de main en main, c'est-à-dire d'une personne d'un lieu à une autre personne d'un autre lieu. Pour être plus explicite, nous prenons l'exemple d'un étudiant qui vit à Bujumbura, et dont les parents vivent loin de cette ville, dans une province de Ngozi ; lorsque ces derniers voulaient envoyer de l'argent à leur enfant, ils devaient attendre qu'une personne vienne à Bujumbura pour en profiter et expédier de l'argent à leur fils. C'est ce que nous avons appelé le transfert de personne d'un lieu à personne d'un autre lieu. Dans notre cas, la personne part de son province avec des fonds et arrive en ville où se trouve le bénéficiaire. Ce mode de transfert d'argent a évolué avec l'avènement du mandat poste.

#### **B) Paiements mobile**

Il doit acquérir trois nouvelles caractéristiques.

Celles-ci sont propres aux services de paiement et indispensables à son acceptation comme moyen de paiement. Trois propriétés assurant le caractère opérationnel du système sont essentielles pour permettre la confiance, l'acceptation et l'adoption de la technologie par les consommateurs (Kreyer *et al.* 2002) :

- La sécurité (Linck *et al.* 2006) qui recouvre à la fois la confidentialité, l'authentification, l'intégrité, l'autorisation et la non-répudiation. Comme pour tout paiement, la sécurité des transferts est essentielle, les fournisseurs du service doivent assurer la protection des fonds des clients et respecter l'anonymat des transactions ;
- La rapidité nécessaire pour les petites transactions (le temps de paiement de la baguette de pain ne doit pas engendrer de coûts supplémentaires en termes de personnel pour le boulanger), mais aussi pour les transactions de taille importante : les professionnels qui effectuent des transactions d'un montant élevé doivent libérer leur temps pour les parts de leur activité les plus créatrices de valeur ;
- La simplicité : la technicité excessive d'un nouveau moyen de paiement nécessitant un apprentissage complexe peut constituer un obstacle à son adoption. Ce n'est pas le cas avec le téléphone mobile qui est devenu un usage permanent pour pratiquement toutes les générations. La miniaturisation du téléphone mobile est un élément incitatif (on n'a pas réussi à réduire radicalement la taille des portefeuilles et des cartes) ; les transactions sont facilitées grâce à la technologie qui rend la transaction possible par la simple approche du mobile et du terminal de paiement.

Le paiement mobile a pour but de faciliter les transactions financières mais il doit être adopté et accepté par tous les acteurs comme moyen de paiement. Le modèle M-pesa développé au Kenya en 2007 par Safaricom et qui est repris dans plusieurs pays d'Afrique notamment en Afrique du Sud, en Tanzanie, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal est une parfaite illustration. En effet, la population n'ayant pas accès aux institutions bancaires ; peuvent transférer d'un téléphone mobile à un autre, payer des factures, salaires, taxis ou faire des achats avec des messages que l'on reçoit comprenant un code qui permet de faire un retrait d'espèce au près d'un distributeur (Carlisle ADAMS, 2013).

La sous-bancarisation explique ainsi le succès des services de paiement mobile dans les pays en développement. Ce succès a été documenté empiriquement. Quand les banques commerciales sont inaccessibles à une partie de la population, elles ne sont pas considérées comme des institutions efficaces (Allen et al. 2012 ; Dupas et al. 2012). Dans ce cas, les espèces constituent le seul moyen de paiement universel, les banques étant réservées à la gestion de l'épargne et utilisées par une partie minoritaire de la population. L'épargne est souvent gérée par des moyens individualisés, la communication écrite des banques étant peu

adaptée aux habitudes, et les terminaux de cartes de crédit trop rares pour leur donner une chance réelle de s'imposer (Lyon et Scherpf, 2004).

Enfin, les distances géographiques (Beshouri 2010) et les coûts de conversion des détections bancaires en liquidités sont aussi un frein à l'utilisation de moyens de paiement efficaces des pays bancarisés (De Sousa, 2010).

Pour le moment, ces services disponibles sur téléphone mobile concernent essentiellement les pays qui présentent des difficultés d'accès aux comptes bancaires ainsi que les particuliers qui utilisent Apple Pay ou Google Wallet. Pour les entreprises, le service du mobile money s'avère limiter pour le moment. Citons toutefois les groupes qui disposent de bureaux dans des pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine. C'est une solution pour transférer simplement des fonds dans la monnaie locale à des collaborateurs en déplacement ou expatriés.

### C) Services financiers

Les concepts clés des services financiers mobiles.

#### ❖ Argent Mobile

Argent mobile est un service qui permet aux personnes non bancarisées d'effectuer ou de recevoir des transferts ou des paiements au moyen d'un téléphone portable.

Le service doit offrir au moins un des produits suivants : transferts nationaux ou internationaux, paiements mobiles, y compris les paiements de facture, paiements groupés ou paiements marchands.

Le service doit largement s'appuyer sur un réseau de points de service hors agences bancaires ou DAB, qui rendent le service accessible aux personnes non bancarisées ou sous bancarisées.

Les clients doivent pouvoir utiliser le service sans disposer au préalable d'un compte bancaire. Les services bancaires mobiles qui utilisent le téléphone portable comme un simple canal d'accès supplémentaire à des produits bancaires traditionnels, et les services de paiement liés à un compte bancaire existant ou à une carte de crédit, comme Apple Pay ou Google Wallet, ne sont pas inclus.

Le service doit offrir une interface permettant aux clients ou aux agents d'effectuer des transactions à partir de téléphones portables basique (Claire, Arunjay, Jennifer, Alix, & Nika, 2014).

#### ❖ Assurance Mobile

L'assurance mobile utilise la téléphonie mobile pour fournir des services de micro-assurance aux personnes non bancarisées.

Le service doit permettre aux souscripteurs de gérer leurs risques en offrant la garantie d'une indemnisation dans les cas spécifiés de perte, dommage, maladie ou décès.

Le service doit permettre aux personnes non bancarisées de souscrire facilement à des contrats d'assurance au moyen d'un téléphone portable. Les services qui utilisent le téléphone portable comme simple canal d'accès supplémentaire aux clients d'une compagnie d'assurance pour accéder à un produit traditionnel d'assurance ne sont pas inclus.

Le service doit être accessible aux clients ne disposant que d'un téléphone portable basique.

#### ❖ Epargne mobile

L'épargne mobile utilise la téléphonie mobile pour fournir des services d'épargne aux personnes non Bancarisées.

Le service permet à ses souscripteurs d'épargner de l'argent sur un compte garantissant la sécurité du principal, et dans certains cas, le versement d'intérêts.

Le service doit permettre aux personnes non bancarisées d'épargner de l'argent au moyen d'un téléphone portable.

Les services qui utilisent le téléphone portable comme simple canal d'accès supplémentaire à un compte d'épargne Classique ne sont pas inclus.

Le service doit être accessible aux clients ne disposant que d'un téléphone portable.

#### ❖ Crédit mobile

Le crédit mobile utilise la téléphonie mobile pour fournir des services de crédit aux personnes non bancarisées. Le service permet à ses souscripteurs d'emprunter une certaine somme d'argent qu'ils s'engagent à rembourser dans un délai déterminé.

Le service doit permettre aux personnes non bancarisées de solliciter un prêt et de le rembourser plus facilement au moyen d'un téléphone portable. Les produits ou services de crédit téléphonique qui utilisent le téléphone portable comme un simple canal d'accès supplémentaire à un produit de crédit traditionnel ne sont pas inclus.

Le service doit être accessible aux clients ne disposant que d'un téléphone portable.

### **I.1.4.2. Types et Avantages de la monnaie**

#### Définition

La monnaie permet l'échange de biens entre individus. La valeur de la monnaie est fonction des échanges entre individus.

#### **I.1.4.2.1. Avantages de la monnaie**

La monnaie permet d'échanger à n'importe quel moment n'importe quel produit car elle constitue une réserve de valeur (la valeur de la monnaie perdure dans le temps). En effet, à l'inverse du troc qui supposait de fixer préalablement une valeur aux biens qui devaient être échangés, la monnaie permet d'établir le coût d'une chose de manière fixe ; cela permet le calcul économique. En effet, la monnaie permet les comparaisons entre les biens ou les services, et donne notamment la possibilité pour les consommateurs de mesurer leur pouvoir d'achat.

La monnaie permet également, contrairement au troc, de conserver la valeur. Le troc rendait nécessaire la rencontre de deux échangeurs qui souhaitent échanger un bien au même moment. Au contraire, la monnaie conserve sa valeur pour permettre les échanges à n'importe quel moment. Ainsi, la monnaie permet l'investissement.

La monnaie enfin a une valeur sociale. Elle exige la rencontre entre individus qui vont échanger ; ces rapports interindividuels seront souvent inégaux (patrons/salariés). La monnaie assure donc son rôle social en apportant une place différente aux individus et en les faisant se rencontrer.

#### **I.1.4.2.2. Types de monnaies**

Il existe différents types de monnaies, qu'il convient de différencier :

- Monnaie scripturale : il s'agit des dépôts dans les établissements bancaires
- Monnaie fiduciaire : il s'agit des billets de banque. Cette monnaie apparue au XVII<sup>e</sup> siècle, a permis d'obtenir une plus grande sécurité dans les échanges, et de les rendre plus rapides. Au départ simple substitut à la monnaie métallique, le billet pouvait être échangé contre les métaux précieux.
- Monnaie divisionnaire : il s'agit des pièces de monnaie, et donc de la monnaie métallique.

### **I.1.4.3. Critères de services de mobile money**

Dans le rapport du GSMA en 2013, il ressort que les services du mobile money répondent aux critères suivants :

- Le service doit offrir au minimum l'un des produits suivants : transferts P2P (particulier à particulier), paiements de factures, paiements marchands ou transferts internationaux.
- Le service doit s'appuyer sur un large réseau de points de service, hors agences bancaires, qui rendent le service accessible aux personnes non bancarisées ou sous bancarisées. Les clients doivent pouvoir utiliser le service sans avoir disposé d'un compte bancaire préalable. Les services qui utilisent le téléphone portable comme un simple canal d'accès supplémentaire à des produits bancaires traditionnels ne sont pas inclus.
- Le service doit offrir une interface permettant aux clients ou aux agents d'initier des transactions à partir de téléphones portables basiques.

### **I.1.4.4. Avantages de mobile money**

La diffusion du téléphone mobile est plus rapide que la diffusion d'autres types d'innovations (Jack & Suri, 2011). Cette observation est particulièrement pertinente en Afrique. Sur ce continent, le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile a augmenté très rapidement, passant de 22,9 à 89,4 % entre 2005 et 2013 (laetitia & Domonique, 2015)

Les opérateurs mobiles ont l'avantage de maîtriser les infrastructures ciblant les adoptants précoces (la carte Sim par exemple). Pour pallier le manque de canaux formels de transaction bancaire, le téléphone mobile peut alors devenir un vecteur de flux financiers à travers le paiement mobile (Bounie & François 2013).

Les avantages de l'utilisation d'un téléphone mobile comme mode de paiement sont multiples (Assadi & Cudi ,2011). Il permet tout d'abord de gagner du temps. Aucun déplacement n'est nécessaire, l'utilisateur peut gérer ses détentions indépendamment du temps et du lieu. Les techniques de m-paiement sont également faciles à appréhender et à appliquer, même dans un contexte d'analphabétisme.

Cette simplicité s'oppose aux procédures lourdes et contraignantes associées à l'ouverture d'un compte bancaire. L'adoption initiale des services de paiement facilite par la suite l'intégration de l'utilisateur au système bancaire.

Enfin, ce paiement mobile engendre des coûts de transaction inférieurs à ceux que nécessite la gestion d'un compte courant. Ces services fournissent des moyens sûrs de conservation des fonds, en comparaison des pratiques plus risquées telles que les cachettes domestiques ou le recours à des agents spécialisés, du secteur informel » (Aggarwal & Klapper , 2013)

#### **I.1.4.5. Fonctionnalités du mobile money**

Différentes transactions sont possibles avec un service de mobile money sans avoir à posséder un smartphone ou une connexion Internet (Laurence K. , 2022).

##### a) Envoyer de l'argent sur un portefeuille mobile

Le destinataire souscrit un service de mobile money auprès d'un opérateur et vous communique son numéro de téléphone. Vous effectuez le transfert d'argent et le bénéficiaire reçoit immédiatement une notification. Les fonds sont alors disponibles pour utilisation.

##### b) Retirer de l'argent sur mobile money

Certains pays autorisent à retirer l'argent du mobile money dans des agences sur présentation d'une pièce d'identité valide. C'est par exemple un service proposé par Mobile Money au Bénin. Quant à MTN Mobile Money Cameroun, il annonce une grille tarifaire de frais applicables pour des retraits d'argent.

##### c) Payer en ligne avec un système de mobile money

Les opérateurs de téléphonie expliquent généralement sur leurs sites comment réaliser un processus de paiement avec son numéro de téléphone à condition de disposer d'un compte mobile money alimenté en argent.

Lors du paiement de l'achat en ligne, la personne sélectionne l'opérateur en question et valide le paiement. Elle est alors redirigée vers une page spéciale où elle renseigne son numéro de téléphone, son code d'autorisation reçu par SMS puis confirme l'opération. S'affiche ensuite l'état de la transaction, réussie, annulée ou échouée.

##### d) Envoyer de l'argent mobile à l'international

Pour effectuer une transaction, commencez par rechercher un opérateur de transfert d'argent qui propose ce type de services.

Ensuite, vous créez un compte chez ce fournisseur de services. Puis vous saisissez les informations de votre transfert international avec le mode de paiement, le montant à transférer, la devise ainsi que le mode de livraison, soit de l'argent mobile.

Précisez ensuite les coordonnées téléphoniques du destinataire. Enfin, analysez les frais prélevés puis validez le transfert.

#### e) Ouvrir un compte pour de l'argent mobile

Voici la procédure que prévoit par exemple MTN Mobile pour créer un compte sur son site Internet pour les clients en Côte d'Ivoire. L'ouverture est gratuite et exige seulement un VMJ justificatif, carte d'identité, carte consulaire, passeport ou carte de séjour. Il suffit ensuite de recharger le compte mobile en se rendant dans un point agréé.

### **I.1.5. Concept sur l'inclusion financière**

L'inclusion financière définit la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à moindre coût à toute une gamme de produits et de services financiers utiles et adaptés à leurs besoins. L'inclusion financière est à mettre en rapport avec le nombre des populations ayant accès aux services financiers (Elisabeth, 2023).

L'inclusion financière ne se limite pas à l'ouverture d'un compte, mais aussi l'accès, à un prix raisonnable pour tous les ménages et entreprises et à une large gamme de services financiers :

L'inclusion financière permet aux populations d'accéder à des produits et services adaptés à leurs ressources et à leurs besoins, notamment avec les nouveaux services financiers tels le Mobile Money.

Le Mobile Money, qui constitue l'un des plus puissants outils pour atteindre l'inclusion financière, donne justement au travers des services offerts, la possibilité pour les individus et les entreprises n'ayant pas accès aux SFM d'y accéder •

Selon les auteurs Samuel Guérineau et Luc Jacolin (2014), L'inclusion financière favorise le développement économique en permettant à une part croissante des ménages et des PME d'accéder à une large palette de services financiers pour un coût raisonnable. Elle apparaît la plus faible en Afrique subsaharienne (AfSS) et en particulier en Zone franc, en termes de bancarisation, d'intensité d'utilisation des comptes bancaires que d'accès au crédit.

La prévalence de l'exclusion financière en AfSS reflète des facteurs structurels provenant tant d'insuffisances de l'offre (coût, gestion des asymétries d'information), de la demande des services financiers (revenus et éducation financière, phénomènes d'auto-exclusion) que de l'environnement réglementaire et du climat des affaires.

L'inclusion financière implique, comme tout développement des activités financières, de nouveaux risques pour la stabilité financière et donc un renforcement des réglementations et de la supervision bancaire de façon à ce que la confiance du public et l'accès croissant aux services financiers aillent de pair avec une croissance économique stable et durable. »

L'inclusion est réalisée par le biais des services de paiement mobile. La possibilité d'utiliser le téléphone comme moyen ou vecteur de paiement est plus intéressante lorsque les espèces n'ont pas de rivales que lorsque comptes bancaires, chèques et cartes de crédit offrent une gamme optimisée de moyens de paiement à proximité ou à distance.

L'importance d'une inclusion financière via le mobile money serait étroitement liée à sa capacité à s'assurer qu'ils obtiennent les fonds dont ils ont besoin au moment où ils en ont besoin.

L'accès aux services financiers inclusifs peut être considéré comme un catalyseur de la croissance économique dans les pays en développement, dans la mesure où il permet d'accroître le niveau des investissements à travers deux canaux : celui de la mobilisation de l'épargne et celui du crédit.

#### **I.1.6. Relations entre mobile money et inclusion financière**

La technologie des paiements par téléphone mobile revêt une importance croissante, en particulier dans le contexte des économies en développement où les ménages à faible revenu et les micros entreprises n'ont pas un accès aisé aux services financiers. Le système de paiement mobile favorise l'inclusion financière et offre des possibilités en matière d'intégration financière (GBAD & BAnk, 2012).

Selon qu'un pays est développé, en développement ou pauvre, les motifs d'adoption du mobile money sont différents. Dans les pays développés avec le développement du système bancaire ; le mobile money n'est juste qu'une mesure additive, tandis que dans les pays en développement et les pays pauvres ; il constitue une véritable alternative et un moteur pour l'inclusion financière. Il permet à des millions de personnes non bancarisées en Afrique de transférer de l'argent, de payer leurs factures et de faire du commerce.

Le mobile money n'est pas seulement une activité économiquement rentable. C'est également un moyen clé de faire progresser l'inclusion financière et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations unies.

Des millions de familles qui n'étaient pas bancarisées ont désormais accès à des services financiers sûrs et sécurisés qui transforment leur vie, et nombre de ces initiatives transformatrices ont été soutenues par le fonds d'innovation de la GSMA.

Au cours de la dernière décennie, le mobile money est passé d'une offre de niche sur un nombre limité de marchés à un service financier largement répandu. Grâce au mobile money, des millions de ménages des pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFI) sont passés d'une économie informelle uniquement en espèces à une économie numérique plus inclusive. En 2012, on comptait 169 services de mobile money dans 71 pays. Dix ans plus tard, ce nombre a quasiment doublé, atteignant 316 services en activité dans 98 pays du monde (GSMA, 2021).

Le mobile money joue le rôle de catalyseur pour un large éventail d'autres services qui pourraient contribuer à résoudre des problèmes socio-économiques et environnementaux majeurs, comme l'accès aux services de première nécessité, le maintien des moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et la distribution rapide d'une aide monétaire aux populations vulnérables. Pour les prestataires de mobile money, ces cas d'utilisation représentent des opportunités précieuses de diversification qui sont déjà exploitées par bon nombre d'entre eux.

### **I.1.7. Epargne**

Georges et Godfred (2011) se sont intéressés à l'utilisation du téléphone portable dans les petites et moyennes entreprises au Ghana. Leurs résultats montrent que l'utilisation du téléphone portable dans les activités des petites et moyennes entreprises favorise l'accès à l'information, la réduction des coûts des opérations et l'accès aux services financiers offerts à travers le canal de la téléphonie mobile. Ce canal favorise aussi l'épargne pour des populations de petit moyen.

L'épargne est constituée de la partie du revenu disponible des ménages qui n'est pas consacrée à une consommation immédiate. Les économistes la considèrent comme une consommation différée dans le temps (Bonenfant & latitia, 2018).

Elle se calcule comme suit :  $\text{Épargne} = \text{Revenu disponible} - \text{Consommation}$

Le taux d'épargne exprime la part du revenu disponible qui est épargnée.

Il se calcule ainsi :

**Taux d'épargne = (Epargne / revenu disponible) X 100**

**I.1.7.1. Raisons de l'épargne.**

Plusieurs raisons incitent l'individu à épargner :

Avoir une réserve, une épargne de précaution pour se prémunir contre les risques potentiels et les aléas de la vie (chômage, maladie, accident...).

Se constituer un patrimoine pour disposer d'un complément de revenus, léguer un capital à ses descendants ou ne plus payer de loyer (dans le cas de l'achat d'une résidence principale par exemple).

Réaliser une épargne préalable et avoir des liquidités en vue d'effectuer une dépense de consommation importante dans un futur proche (croisière, voiture...).

Réaliser une épargne de spéculation pour acquérir des titres (actions...) en espérant les revendre à la hausse et obtenir une plus-value.

**I.1.7.2. Formes de l'épargne.**

On distingue deux catégories d'épargne :

L'épargne financière qui comprend les moyens de paiement (billets, pièces, comptes chèques, etc.) et l'ensemble des placements financiers des ménages (assurance-vie, actions, obligations, SICAV, livrets d'épargne, dépôts à terme...). L'épargne conservée sous forme de billets et pièces, qui ne font pas l'objet d'un placement productif, s'appelle thésaurisation ou, dans la langue courante, le "bas de laine".

L'épargne non financière avec, principalement, l'investissement immobilier (achat de logement).

L'épargnant va arbitrer entre ces différentes formes d'épargne en fonction de paramètres tels que la liquidité, la sécurité ou la rentabilité.

## **I.2. Revue de la littérature empirique**

En Afrique, plusieurs travaux ont analysé la relation entre le mobile money et l'inclusion financière. Les autres études ont été menées aussi sur le mobile money et l'épargne dont la plupart ont été menées au Kenya par le M-PESA. Des analyses quantitatives et qualitatives ont notamment été menées sur la base des documents financiers de M-PESA. On a alors conclu que M-PESA est complémentaire à l'épargne, jouant un rôle vital dans l'épargne des ménages pauvres.

Pour les micro-épargnes, les répondants aux enquêtes ont indiqué une préférence pour M-PESA au lieu des banques à cause des différents coûts qui leur sont associés (RUH, 2017, p.34).

Ruh (2017), dans sa thèse « The impact of mobile money on saving in Sub-Saharan Africa », fait le lien entre le comportement d'épargne et le mobile money en utilisant de multiples critères de choix d'épargne à partir d'un échantillon de grande taille et d'une analyse économétrique par la régression ; le mobile money augmentait probablement l'épargne en général tout comme les autres critères tels que l'épargne pour les urgences, l'épargne pour la vie quotidienne, pour investir dans l'éducation. Ces différents motifs d'épargne sont particulièrement importants dans l'allocation de la consommation et la diminution de la vulnérabilité des ménages pauvres. L'impact du m-banking sur l'épargne est plus élevé pour ce qui est à la fois éduqué, vivant en dessous de la ligne de pauvreté, non-bancarisé, vivant dans les zones rurales et opérant dans l'agriculture. Les résultats indiquent aussi que le mobile money augmente l'inclusion financière tout comme l'épargne et diminue ainsi les épargnes informelles. Ruh a également montré l'hypothèse que l'argent mobile est un investissement dans l'éducation constitue une rupture avec la littérature antérieure qui suggère que conclusions et indique que les résultats ne sont pas biaisés en raison de problèmes d'endogénéité ou vulnérabilité aux chocs de revenu.

La découverte selon laquelle l'argent mobile augmente l'épargne pour les entreprises et dont Morawcsynski (2009), Demombynes et Thegeya (2012) et Ky, peuvent compter sur leur épargne que les non-utilisateurs en cas de choc de revenu négatif. L'épargne est particulièrement importante pour permettre le lissage de la consommation et pour diminuer l'importance du lissage de la consommation en Afrique subsaharienne et la structure ainsi que l'épargne pour les urgences, la vie quotidienne, les affaires et l'éducation.

Elle a fait de L'analyse de régression utilisant les données d'enquêtes individuelles de 2015 en Ouganda, au Kenya, comptes d'argent mobile, elle a théorisée que l'argent mobile augmente l'épargne et diminue et la Tanzanie constate que l'argent mobile augmente la probabilité d'épargner en général, car 2011 ; Morawczynski et Pickens 2009). 32 causalités inverses.

Yedwa Songiso Mkalipi qui a fait aussi des études sur « L'effet des opérateurs de réseaux mobiles sur l'inclusion financière en Zambie ». L'étude a révélé qu'il y a un effet positif sur l'impact entre l'inclusion financière et la technologie de téléphonie mobile utilisée. Les opérateurs mobiles ont déclaré générer des revenus élevés grâce aux transferts d'argent mobile, alimentés par un nombre de consommateurs transférant de l'argent sur leur compte bancaire à l'aide de leur téléphone portable. Ils ont constaté que les services bancaires mobiles contribuaient positivement à l'inclusion financière.

Le taux de pénétration ainsi que la forte croissance du nombre d'abonnés s'inscrivant au mobile money prouve qu'il y a une relation entre les deux qui est grandement renforcée par un fort abonné mobile positif services et un réseau d'agents accru qui facilite les transactions de transfert mobile de bout en bout.

Dans un mémoire de fin d'études présente par Rakotovao Andrianjafipara Hubert, il a montré le lien entre l'épargne et le m-banking établi à partir de l'inclusion financière. En utilisant l'enquête FinScope Madagascar effectuée en 2016, il a montré une seule facette de la relation entre le mobile money et l'épargne. Par l'utilisation du modèle Ruh (enquête FinScope) et des différentes autres données (Global Findex), il a constaté que le m-banking peut contribuer à la mobilisation de l'épargne. Ainsi, il a pu mettre en évidence deux concepts : l'un, les ménages épargnent leurs argents dans le système du m-banking et l'autre, leurs comportements sont plus ou moins influencés par ledit système.

Twum lantey kakra sur « l'impact du mobile money sur l'inclusion financière une thèse déposée à l'université du Ghana, » il montre que le mobile l'argent est utilisé non seulement pour l'épargne mais influence également les demandes de prêt. La majorité de Ghanéens, en particulier les analphabètes, jusqu'à l'évolution et l'émergence du mobile money services, n'étaient pas bancarisés. Cela est dû à la bureaucratie et aux complications de traiter avec les banques. Au fil des ans, cela a privé le Ghana des nombreux avantages qu'accompagner l'inclusion financière. Mais à mesure que cette évolution de l'argent mobile s'étend de plus en plus marchés matures, il a été observé que les Ghanéens, au fil des ans, sont de plus en plus devenir plus inclusive financièrement.

Au Burundi, certains enseignants chercheurs du Centre-Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social (CURDES) de l'Université du Burundi ont fait une étude sur le mobile money au niveau de l'EAC dont son sujet était « Déterminants de l'adoption et de l'utilisation de l'argent mobile au Burundi ». Cette étude visait à examiner les facteurs déterminant l'adoption et l'utilisation de l'argent mobile au Burundi. Les résultats de l'estimation ont indiqué que le sexe, l'âge, Les résultats du tableau 6 indiquent que la probabilité d'utilisation de l'argent mobile est associée à l'âge, à l'accès dans l'étude au Ghana. Cela est raisonnable étant donné que les personnes ayant accès à l'électricité ont la possibilité du niveau d'études, le lieu de résidence, le secteur d'activité, le niveau de bien-être, l'appartenance à une caisse d'épargne à l'électricité et à la catégorie bien-être. Plus précisément, les résultats montrent que la probabilité de M fonctionner sur leur compte M-money sans aucune interruption. La probabilité d'utilisation de M-money est trouvée et les associations de prêt, ainsi que la taille du ménage, sont les facteurs qui déterminent l'adoption de l'argent mobile dans Burundi. Cependant, il a été constaté que l'état matrimonial et l'accès à l'électricité n'affectaient pas la probabilité d'utilisation de l'argent mobile dans Le Burundi semble être influencé uniquement par l'âge, l'accès à l'électricité et le niveau de bien-être. Les autres facteurs tels que le lieu de résidence, le sexe, l'état civil, le niveau d'éducation, le secteur d'activité, la taille du ménage et l'appartenance à des groupes d'épargne et de crédit, ne se sont pas avérés être des déterminants significatifs de la téléphonie mobile, l'utilisation de l'argent au Burundi (Ndoricimpaye, Jean, & Ndayikeza, 2023)

En résumé, dans la littérature empirique de différents auteurs, on trouve deux courants de littérature ; études basées sur des données d'enquêtes nationales et celles utilisant des données d'enquêtes collectées à petite échelle en fonction de l'étude objectifs. Les études qui utilisaient leurs propres données collectées cherchaient en général à tester la théorie derrière le modèle d'acceptation de la technologie ou sa version modifiée. Ceux-ci concluent généralement que la facilité d'utilisation perçue et le risque perçu sont les déterminants les plus importants du comportement et l'intention d'utiliser l'argent mobile. Des études qui s'appuient sur des données d'enquêtes nationales montrent que les principaux facteurs influençant l'adoption et l'utilisation de la technologie d'argent mobile font partie des caractéristiques démographiques des répondants. Cette étude suit le deuxième volet de la littérature et s'appuie sur les données d'une récente enquête nationale auprès des ménages au Burundi.

### **Conclusion du premier chapitre**

Dans cette première chapitre, je suis parti d'une identification du sujet afin de comprendre et connaître les concepts autour duquel j'aurai à extrapoler et fonder mon étude en commençant par caractériser et en ayant une vue globale des attributs de ce qui compose le mobile money, en illustrant les niveaux d'actions d'une manière stratégique de l'utilisation du mobile money, en le situant dans l'échelle de l'innovation des services financiers portée par le mobile en vue de la réalisation d'un système financiers plus inclusif, c'est-à-dire dans l'inclusion financière.

Au vu de la littérature existante, La littérature théorique et empirique inscrit l'analyse du Mobile Money dans le cadre analytique de l'utilisation et l'acceptabilité de l'innovation. Au plan théorique, tout comme pour l'essentiel des innovations technologiques, deux principales théories ont souvent servi de cadre conceptuel pour expliquer les décisions des populations d'utilisation ou de rejeter une innovation technologique où Il a évalué la relation entre l'inclusion financière et l'argent mobile.

## **CHAPITRE II. INCLUSION FINANCIERE ET MOBILE MONEY AU BURUNDI**

Dans ce chapitre, nous présentons les données issues des enquêtes sur l'inclusion financière et sur le mobile money au Burundi. L'inclusion financière de la population burundaise, c'est-à-dire l'accès aux services financiers est enjeu très important, afin de soutenir le développement des individus et des petites entreprises, source de dynamisme économique.

### **II.1. Inclusion financière au Burundi**

La première enquête nationale sur l'inclusion financière au Burundi a été menée en 2012 en BRB, du côté de l'offre et de la demande et les résultats ont servi de référence dans le suivi de l'évolution des indicateurs clé d'inclusion financière en matière d'accès et d'utilisation des services financiers formels. Ladite enquête a montré, notamment, que seuls 12,5 % de la population adulte<sup>1</sup> possèdent un compte dans une institution financière agréée par la BRB et que les institutions financières agréées totalisent 492 points de service (sièges, agences et guichets) très inégalement répartis sur le territoire national.

En effet, sur les 17 provinces du pays, la Mairie de Bujumbura concentre 115 points de service (soit 23 %) dont 70 sont en Commune Rohero (soit 61 % des points de service de la Mairie). Elle est suivie par les Provinces Gitega (60), Makamba (44), Ngozi (40) et Bururi (29). Au niveau des Communes, la Commune Rohero qui vient en tête est suivie par les Communes Gitega (32), Nyanza-Lac (16), Buyenzi (14) et Ngozi (12). Sur 129 Communes, 29 communes ne sont desservies que par un seul point de service tandis que six n'en possèdent aucun.

Un autre rapport a été réalisé en 2017 qui montre que L'accès et l'utilisation des services financiers formels par la majorité de la population burundaise sont limités par la couverture géographique des points de service qui reste très faible. Des stratégies doivent être prises pour augmenter l'accès et l'utilisation des produits et services financiers adaptés aux besoins de la population burundaise, plus particulièrement des femmes. Les femmes utilisent, en général, moins les services financiers que les hommes alors qu'elles constituent 51 % de la population burundaise adulte. La sensibilisation sur l'accès et l'utilisation des produits et services financiers est une solution à la réduction de cet écart.

Il continue à indiquer dans ce rapport que les indicateurs clés d'inclusion financière ont presque tous augmenté par rapport à 2015. Il s'observe, cependant, une légère diminution des points de service dans les milieux urbains.

En outre, le taux d'inclusion financière (pourcentage de la population adulte ayant au moins un compte de dépôt/épargne dans une institution financière formelle) a connu une légère diminution passant de 21,92 % à 21,47 %. Il en est de même de l'encours total des dépôts des particuliers qui a connu une diminution de 21,32%. Même si le taux d'inclusion financière a diminué par rapport à 2015, le pourcentage de la population adulte ayant au moins un compte dans une institution financière formelle a connu une augmentation, passant de 25,75 % à fin décembre 2015 à 27,92 % à fin décembre 2016. Toutefois, étant donné que les données sont collectées du côté de l'offre seulement, il faudra une enquête nationale sur la demande des produits et services financiers pour confirmer ce chiffre.

Globalement, le taux d'inclusion financière a connu une diminution par rapport à l'année précédente. En effet, 21,47 % de la population adulte contre 25,74 % en 2015, 26,36 % en 2014, 23,81 % en 2013 et 12,5 % en 2012 ont un compte de dépôt/épargne dans une institution financière formelle. Toutefois, cette augmentation doit être prise avec réserve vu que, depuis 2014, l'enquête est menée seulement du côté de l'offre des produits et services financiers formels. Il faudra une enquête sur la demande pour confirmer cette amélioration du taux d'inclusion financière au Burundi par rapport à 2012. Au 31 décembre 2016, le Burundi compte 701 points de service incluant les sièges des Banques et Etablissements Financiers (BEF) et des Etablissements de Micro finance (EMF), leurs agences, guichets et guichets automatiques bancaires ainsi que la RNP et ses bureaux postaux. La distribution géographique des 701 points de service montre que 6,72 % des Communes comptent chacune un (1) seul point de service, 71,43 % des Communes comptent chacune deux (2) à quatre (4) points de service, 19,33 % des Communes comptent chacune cinq (5) à vingt-cinq (25) points de service tandis que 1,68 % des Communes ont plus de vingt-cinq (25) points de service.

Une autre enquête nationale a été effectuée à la BRB en 2017 sur l'inclusion financière, l'enquête indique que le Burundi compte 694 points de service (contre 701 points de service en 2016) incluant les sièges des Etablissements de Crédit (EC) et des Institutions de microfinance (IMF), leurs agences, guichets et guichets automatiques bancaires ainsi que la RNP et ses bureaux postaux. La distribution géographique des 694 points de service montre que 4,20 % des communes (contre 6,72 % des communes en 2016) comptent chacune un (1)

seul point de service, 73,11 % des communes (contre 71,43 % des communes en 2016) comptent chacune deux (2) à quatre (4) points de service, 21,01 % des communes (contre 19,33 % des communes en 2016) comptent chacune cinq (5) à vingt-cinq (25) points de service tandis que 1,68 % des communes ont plus de vingt-cinq (25) points de service en 2017 comme en 2016.

En termes d'accès, 10 000 adultes utilisent un (1) seul point de service au niveau national, en 2017 comme en 2016. En Mairie de Bujumbura, 10 000 adultes sont servis par six (6) points de service (contre 7 points de service pour 10 000 adultes en 2016).

En termes de clientèle, les secteurs bancaires et de la microfinance<sup>3</sup> ont connu une augmentation de 6,77 % des clients (contre 11,72 % en 2016). Les hommes restent plus nombreux que les femmes, tant pour les clients individuels (72,77 % contre 71,60 % en 2016) que pour les clients membres d'associations (69,55 % contre 55,72 % en 2016). L'écart entre les hommes et les femmes s'est accentué par rapport à 2016, aussi bien pour les clients individuels que pour ceux membres d'associations.

En matière de dépôts, les comptes de dépôts ont connu, de façon générale, une augmentation de 13,54 % (contre 1 % en 2016). Les IMF comptent 83,39 % de l'effectif total des comptes de dépôts (contre 87,44 % en 2016). Les comptes de dépôts ont connu une augmentation de 107,25% (contre une diminution de 45,37 % en 2016) pour les clients individuels et de 56,04 % (contre une diminution de 53,19 % en 2016) pour les clients membres d'associations.

L'encours total des dépôts a connu une augmentation de 27,84 % (contre une diminution de 21% en 2016). Les EC enregistrent 63,75 % de l'encours total des dépôts (contre 63,74 % en 2016). Il s'observe, donc, que même si les IMF enregistrent toujours le plus grand effectif de comptes de dépôts, les EC comptent, de loin, le plus grand encours du dépôt.

**Tableau 1 : Tableau comparatif des indicateurs clé d'inclusion financière au Burundi de 2012 à 2017**

Indicateur	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'institutions financières agréées par la BRB	33	40	42	46	45	47
Population adulte ayant accès à au moins un point de services financiers	3 703 782	4 515 726	4 725 796	4 868 956	5 016 263	5 853 432
% de la population adulte ayant un compte dans une institution financière Agréée	21,77	23,81	26,36	25,75	27,92	25,55
% de la population adulte ayant au moins un compte de crédit dans une institution financière Agréée	2,9	4,65	5,45	5,87	6,36	6,33
Nombre total de comptes de dépôt formel	831 454	953 483	1 038 090	1 067 226	1 076 860	1 222 688

Source : auteur à partir des données de BRB

L'inclusion financière joue des rôles multiples en termes de développement, elle permet aussi de diminuer l'informel, ce qui permettra de mieux contrôler les activités financières en vue d'améliorer la sécurité des utilisateurs. Après l'analyse de ce tableau de 2012 à 2017, on remarque que l'inclusion financière reste encore très faible. Les statistiques de l'enquête de la BRB montrent qu'ils sont à 20,88 % de la population adulte jusqu'à 2017.

## II.2. Mobile money au Burundi

Il a été Lancé au Burundi depuis 2010, depuis le paiement mobile a convaincu et connaît un franc succès. Actuellement ce système de paiement est basé sur une interdépendance entre opérateurs de réseaux mobiles et établissements bancaires. En général, les services de « mobile money » se présente comme une solution efficace sur l'inclusion financière. Ces derniers jours, on assiste à l'explosion de services de paiements mobiles.

On compte sur le marché burundais du paiement mobile, d'une part 4 plateformes de mobile money : Ecocash, Lumicash, Sama money, I Hela Et d'autres parts 8 plateformes de mobile banking M-cash, Sim Banking, IBB Mobile banking, KCB mobile, Pesafash, Ecobank mobile, Akaravyo , Bancobu enoti et Rungilka .

Techniquement, les opérateurs de réseau mobile requièrent encore la nécessité de passer par les établissements bancaires, afin que ces dernières assurent à leur place, la détention des dépôts correspondant à la valeur électronique du porte-monnaie de leur client.

Quatres banques travaillent en partenariat avec ces opérateurs : la Finbank, l'IBB et la KCB pour l'exploitation des produits EcoCash et Lumicash, la Régie Nationale des Postes pour le produit Ecocash.

Vice-versa, les établissements bancaires ayant lancé les produits de mobile banking, ont eu recours au minimum à l'un des opérateurs de réseau mobile pour permettre la réalisation des différentes opérations sur les terminaux mobiles de leurs clients.

Selon le rapport trimestriel de l'ARCT en 2020, les institutions financières du pays qui ont des partenariats avec la plateforme EcoCash sont la Régie Nationale des Postes (RNP), FINBANK, KCB, FENACOBU, CECM, FESTE, HAUDGE, SOPEC, UCODE, KAZOZA, COOPEC, ECOBANK, SOPEC, CORILAC, IHELA, MUTEC.

Pour le produit Lumicash, les institutions financières partenaires sont FINBANK, FENACOBU, KCB, UCODE, MUTEC, FESTE, CRDB. Quant à l'exploitation du produit Smartpesa, la seule institution financière partenaire est Diamond Trade Bank (DTB). Ce rapport renseigne sur la situation de l'abonnement aux plateformes, le taux d'utilisation des services financiers mobiles, les transactions effectuées tant au niveau national qu'international, les services financiers bancaires, l'état des marchands, le chiffre d'affaires réalisé ainsi que les agents commerciaux. Les données utilisées sont collectées auprès des propriétaires de ces plates-formes. (ARCT 2020)

**Tableau 2: Evolution du nombre de clients, du nombre d'opérations et du montant des opérations des transactions électroniques de 2015 à 2017**

Catégorie	Nombre de clients		Nombre d'opérations			Montant des opérations (en MBIF)		
	2016	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017
<b>Ecocash</b>	115 822	386 867	283 010	121 619	394 269	16 071	4 159	10 966
<b>Mcash</b>	111 048	225 416	353 869	676 478	530 766	6 286	25 477	33 459
<b>Visa toucan</b>			803 575	0	0	59 321	0	0
<b>Internet banking</b>	-	415	2 768	0	1 756	3 307	0	4 346
<b>Autres</b>	26 951	32 411	132 988	30 268	74 392	4 184	3 486	3 100
<b>B-WEB</b>	239	-	0	239	0	0	330	0
<b>B-phone</b>	443	31 281	0	443	151 550	0	17	1 808
<b>Total</b>	<b>254 503</b>	<b>676 390</b>	<b>1 576 210</b>	<b>829 047</b>	<b>1 152 733</b>	<b>89 169</b>	<b>33 469</b>	<b>53 679</b>

**Source :** auteur à partir des données de **BRB**

Quant aux transactions électroniques, Ecocash vient en tête en termes de clients tandis que Mcash domine en termes de nombre et de montant des transactions. En effet, 57,20 % (contre 45,51 % en 2016) des clients opèrent avec Ecocash, 33,33 % (contre 43,63 % en 2016) avec Mcash, et 4,62 % (contre 0,17 % en 2016) avec B-phone. Pour toutes les transactions électroniques effectuées, 46,04 % (contre 81,60 % en 2016) sont de Mcash, 34,20 % (contre 14,67 % en 2016) d'Ecocash, 13,15 % de B-phone et 0,15 % d'Internet banking (BRB, 2017).

**Tableau 3 : Distribution, par sexe, du nombre d'opérations des transactions électroniques de 2016 à 2017**

Catégorie	Nombre d'opérations des transactions électroniques			
	2016		2017	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
<b>Ecocash</b>	4 698	3 251	160 064	33 914
<b>Autres</b>	519	91	53 850	20 542
<b>B-WEB</b>	188	51	0	0
<b>B-phone</b>	347	96	0	0
<b>Internet banking</b>	0	0	1 458	298
<b>Total</b>	<b>5 752</b>	<b>3 489</b>	<b>215 372</b>	<b>54 754</b>

**Source :** auteur à partir des données de **BRB**

Ce tableau montre que les hommes utilisent les services de transactions électroniques plus que les femmes et ce pour toute la période sous étude et pour toutes les catégories de transactions électroniques. Pour ecocash, nous remarquons que les opérations des transactions électroniques ont été de 4 698 pour les hommes et contre 3 251 pour les femmes en 2016. Ces opérations des transactions électroniques ont été de 160 064 pour les hommes contre 33 914 pour les femmes en 2017.

Pour autre catégorie de transactions électroniques, nous remarquons que les opérations de transactions électroniques ont été de 519 pour les hommes contre 91 pour les femmes en 2016 et ont été de 53 850 pour les hommes contre 20 542 pour les femmes en 2017. Pour les catégories de transactions électroniques B-WEB et B-phone, ces opérations sont nulles pour les hommes et les femmes en 2017. Pour la catégorie de transaction Internet banking, les opérations de transactions électroniques sont aussi nulles pour les hommes et les femmes en 2016.

## II.2.1. Les abonnés du mobile money en 2020

**Tableau 4 : Premier trimestre 2020**

Période	janv-20	févr-20	Mar-20	Moyenne mensuelle
Total abonnements connectés aux plateformes	4 196 433	5 111 186	5 173 200	4 826 940
Total abonnements connectés actifs	893 992	931 026	1 047 753	957 590
Taux d'utilisation	21.30%	18.22%	20.25%	20%

**Source :** auteur à partir des données d'ARCT

Durant le premier trimestre 2020, on constate qu'il y a une augmentation de 23% du mois de janvier 2020 au 31 mars 2020 et le nombre d'abonnements connectés actifs a augmenté de 17% pour la même période. En comparant avec l'année 2019 au quatrième trimestre, le d'abonnement aux plates-formes a connu une évolution de 18% et les actifs ont connu une évolution de 5%. Une diminution de 2 % sur le taux moyen d'utilisation de services mobiles a été remarquée. La moyenne mensuelle de la valeur des dépôts a augmenté de 21% par rapport au trimestre précédent de 2019.

La moyenne mensuelle de la valeur des retraits effectués par les clients enregistrés a connu une augmentation de 16% tandis que la moyenne mensuelle de la valeur des retraits effectués par les clients enregistrés a diminué de 46%.

**Tableau 5 : Deuxième trimestre 2020**

Période	Avril 2020	Mai 2020	Juin 2020	Moyenne mensuelle
Total abonnements connectés aux plateformes	5 161 745	4 955 797	4 963 335	5 026 959
Total abonnements connectés actifs <sup>1</sup>	1 120 949	1 062 405	1 103 326	1 095 560
Taux d'utilisation	21.72%	21.44%	22.23%	22%

**Source :** auteur à partir des données d'ARCT

Après l'analyse de services financiers mobiles au cours du deuxième trimestre 2020, il a été constaté que :

La moyenne mensuelle du nombre d'abonnements connectés aux plateformes est passée de 4 0826 940 du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 à 5 026 959 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, soit une augmentation de 4%.

La moyenne mensuelle du nombre d'abonnements connectés actifs est passée de 9857 590 du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 à 1 103 326 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, soit une augmentation de 14%. La moyenne mensuelle du taux d'utilisation est passée de 20% du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 à 22% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, soit une augmentation de 2%.

Au niveau des transactions, la moyenne mensuelle du nombre de dépôts est passée de 2 345 785 du 1<sup>er</sup> trimestre à 2 552 780 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020. Les valeurs y relatives sont respectivement 70 596 354 571Fbu et 88 751 056 005Fbu, soit une augmentation d'augmenté de 26%

La moyenne mensuelle du nombre de retraits est passée de 1 921 630 du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 à 6 139 994 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020. Les valeurs y relatives sont respectivement 63123 241 860Fbu et 77 465 143 796fbu, soit une augmentation de 23%.

La moyenne mensuelle du nombre des transferts effectués est passée de 867224 du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 à 955973 au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020. Les valeurs y relatives sont respectivement 63 261 218 518Fbu du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 à 80 256 421 412Fbu au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, soit une augmentation de 27%.

En termes de chiffre d'affaires réalisé, la moyenne mensuelle est passée de 1 596 701 158Fbu du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 à 1 716 772 948Fbu au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, soit une augmentation de 8%.

**Tableau 6 : Troisième trimestre 2020**

Période	Juillet2020	Août 2020	Septembre 2020
Total abonnements connectésaux plateformes	4 987 848	4 514 079	4 590 308
Total abonnements connectésactifs	1 174 345	1 275 354	1 281 730
Taux d'utilisation	23.5%	28.3%	27.9%

Source : auteur à partir des données de l'ARCT

Après l'analyse de services financiers mobile au cours du deuxième trimestre 2020, il a été constaté que la moyenne mensuelle du nombre d'abonnements connectés aux plateformes est passée de 4 0826 940 du 1er trimestre 2020 à 5 026 959 au 2ème trimestre 2020, soit une augmentation de 4%.

La moyenne mensuelle du nombre d'abonnements connectés actifs est passée de 9857 590 du 1er trimestre 2020 à 1 103 326 au 2ème trimestre 2020, soit une augmentation de 14%.

La moyenne mensuelle du taux d'utilisation est passée de 20% du 1er trimestre 2020 à 22% au 2ème trimestre 2020, soit une augmentation de 2%.

Au niveau des transactions, la moyenne mensuelle du nombre de dépôts est passée de 2 345 785 du 1er trimestre à 2 552 780 au 2ème trimestre 2020. Les valeurs y relatives sont respectivement 70 596 354 571Fbu et 88 751 056 005Fbu, soit une augmentation d'augmenté de 26% La moyenne mensuelle du nombre de retraits est passée de 1 921 630 du 1er trimestre 2020 à 6 139 994 au 2ème trimestre 2020. Les valeurs y relatives sont respectivement 63 123 241 860Fbu et 77 465 143 796fbu, soit une augmentation de 23%. La moyenne mensuelle du nombre des transferts effectués est passée de 867224 du 1er trimestre 2020 à 955973 au 2ème trimestre 2020. Les valeurs y relatives sont respectivement 63 261 218 518Fbu du 1er trimestre 2020 à 80 256 421 412Fbu au 2ème trimestre 2020, soit une augmentation de 27%.

En termes de chiffre d'affaires réalisé, la moyenne mensuelle est passée de 1 596 701 158Fbu du 1er trimestre 2020 à 1 716 772 948Fbu au 2ème trimestre 2020, soit une augmentation de 8%.

**Tableau 7 : Quatrième trimestre 2020**

Période	Oct-20	Nov-20	Déc 2020
Total abonnements connectésaux plateformes	4 553 030	4 633 710	4 642 575
Total abonnements connectésactifs <sup>1</sup>	1 361 792	1 360 768	1 452 664
Taux d'utilisation <sup>2</sup>	30%	29%	31%

**Source :** auteur à partir des données de l'ARCT (2020)

Au cours de l'année 2020, l'évolution du marché des services financiers mobiles a été commesuit :

Le nombre d'abonnements connectés aux plateformes des services financiers mobiles a connu une diminution moyenne de 3%. Quant au nombre d'abonnements connectés actifs, il a connu une progression moyennede 12% sur toute l'année 2020.

Le taux d'utilisation des services financiers mobiles est passé de 20% à 31% du premier trimestre 2020 au quatrième trimestre 2020, soit une augmentation de 11%.

La progression moyenne trimestrielle des transactions a été comme suit :

- 16% sur le nombre de dépôts ;
- 14% sur les retraits ;
- 17% sur les transferts effectués au niveau national ;
- 2% sur les transferts venant de l'extérieur.

En termes de chiffre d'affaires réalisé, sa progression moyenne trimestrielle a été de 16%.

### **II.2.2. L'enquête de L'INSBU (2019-2020) sur l'utilisation du mobile money**

L'INSBU a effectué une enquête en 2019-2020 sur les conditions de vie des ménages au Burundi où il indique que les transferts reçus par les ménages sont estimés à plus de 128 000 millions de FBu au moment où les transferts émis s'élèvent à plus de 60 000 millions de FBu. Les transferts reçus proviennent principalement des salariés (43,7%), des commerçants (19,1%), des agriculteurs/éleveurs (11,5%), etc. Les transferts envoyés ou reçus par les ménages sont en grande partie utilisés pour le soutien courant, l'éducation, l'appui aux travaux agricoles, l'investissement, et à l'épargne.

Les transferts d'argent envoyés ou reçus par les ménages sont en grande partie utilisés pour le soutien courant, la scolarité et/ou l'éducation, l'appui aux travaux agricoles, à l'investissement, à l'épargne, etc. Cela ressort de l'Enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages au Burundi (2019-2020). Les résultats de cette enquête ont été présentés dans un atelier organisé jeudi le 30 juin 2022 par INSBU (l'Institut National des Statistiques au Burundi).

Au cours des 12 derniers mois qui ont précédé l'enquête, les transferts reçus par les ménages sont estimés à plus de 128 000 millions de FBu au moment où les transferts émis s'élèvent à plus de 60 000 millions de FBu.

Les transferts reçus proviennent principalement des salariés (43,7%), des commerçants (19,1%), des agriculteurs/éleveurs (11,5%), etc. Les transferts envoyés ou reçus par les ménages sont en grande partie pour le soutien courant, l'éducation, l'appui aux travaux agricoles, l'investissement, à l'épargne, ...

Gilbert NKURUNZIZA du journal Burundi-Eco sur l'analyse des transferts d'argent reçus au niveau provincial montre que la mairie de Bujumbura reçoit plus de transferts jusqu'à 42,4% comparativement aux autres provinces. Il est suivi par Gitega (10,9%). Les résultats de l'enquête montrent que les transferts d'argent sont reçus en majorité par les femmes (61,7%) contre 38,3% par les hommes. Mais en considérant le sexe de l'expéditeur, 77,2% des transferts d'argent ont été effectués par les hommes contre 22,8 % par les femmes (Nkurunziza, 2022)

## **Conclusion du deuxième chapitre**

L'objet de ce chapitre était de présenter et d'examiner le cadre de l'étude sur l'aperçu de mobile et l'inclusion financière dans toutes les provinces du Burundi. L'accent a été mis sur la notion sur l'inclusion financière en général au Burundi et le mobile money au Burundi. Le taux de l'inclusion financière au Burundi reste considérable mais le résultat n'est pas encore remarquable.

L'inclusion financière joue un rôle incontournable en termes de développement, elle permet aussi de réduire l'informel, ce qui permettra de mieux contrôler les activités financières en vue d'améliorer la sécurité des utilisateurs. Après l'analyse de la période sous étude, nous avons remarqué que l'inclusion financière reste encore très faible. Les statistiques de l'enquête de la BRB montrent que l'inclusion financière se situe à 20,88 % de la population adulte jusqu'à 2017

Le système de paiement par le mobile money est basé sur une interdépendance entre opérateurs de réseaux mobiles et établissements bancaires. En général, les services de « mobile money » se présente comme une solution efficace pour l'inclusion financière. Ces derniers jours, on assiste à l'explosion de services de paiements mobiles. Nous avons remarqué que les hommes utilisent les services de transactions électroniques de mobile money davantage que les femmes.

Notre analyse montre que les abonnements connectés aux plateformes ont diminué au cours du mois d'Août de 473 769 et a augmenté au cours du mois de Septembre de 76 229. Pour les abonnements connectés actifs, nous avons constaté que les abonnements connectés actifs ont évolué en augmentant sur toute la période du deuxième trimestre 2020 où nous avons une augmentation de 101 009 abonnements connectés actifs pour le mois d'Août par rapport au mois de Juillet et une augmentation de 6 376 abonnements connectés actifs par rapport au mois d'Août 2020. Le taux d'utilisation a augmenté au mois d'Août de 4,8% par rapport au mois de Juillet et a diminué de 0,4% en Septembre par rapport au mois d'Août 2020.

### **CHAPITRE III : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'IMPACT DU MOBILE MONEY SUR L'INCLUSION FINANCIERE DES MENAGES AU BURUNDI**

Ce chapitre présente et décrit d'abord la méthodologie utilisée lors de l'analyse des données secondaires issues d'enquête organisée par la BRB sur l'inclusion financière et INSBU sur le mobile money au niveau national, et puis fait une description de l'échantillonnage et ensuite analyser l'impact du mobile money sur l'inclusion financière des ménages au Burundi.

#### **III.1. Enquête et méthodologie utilisée lors de l'analyse des données.**

Ce point présente et décrit la méthodologie utilisée par l'INSBU et La BRB lors de la collecte des données sur l'accès et l'utilisation des produits financiers par ménages. Ce sont ces données collectées par ces institutions que nous avons utilisées dans notre mémoire.

##### **III.1.1. Méthodologie de collecte des données sur l'accès et utilisation des services et produits financiers des ménages par l'INSBU**

L'échantillon est représentatif à l'échelle nationale et a été basé sur les ménages de la population au niveau rural et urbain. En raison de deux cibles impliquées (marché et ménage), deux méthodologies d'échantillonnage ont été adoptées pour la présente enquête. La méthodologie d'échantillonnage utilisée dans le cadre de l'enquête INSBU auprès des marchés repose entièrement sur un sondage non probabiliste par un choix raisonné. La sélection des marchés a été faite sur la base des critères comme la fréquentation des populations et l'éventail plus ou moins large de produits alimentaires disponibles.

Les unités d'échantillonnage concernent les marchés/points de vent où les ménages s'approvisionnent en biens de consommation alimentaires. Quant à l'EICVMB, 2019-2020, elle est basée sur un plan de sondage aléatoire et stratifié à deux degrés. La Zone de Dénombrement (ZD) telle que définie dans le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2008 (RGPH, 2008) constitue l'unité primaire d'échantillonnage et le ménage l'unité secondaire. En outre, chaque province est subdivisée en parties urbaine et rurale pour former les strates d'échantillonnage, à l'exception de Bujumbura Mairie qui est totalement urbaine. Au total, 18 strates sont créées et le tirage est fait indépendamment dans chaque strate.

### **III.1.2. Méthodologie de collecte des données sur l'accès et utilisation des services et produits financiers des ménages par BRB en 2017**

L'enquête a été conduite à l'aide d'un questionnaire aux institutions financières supervisées par la BRB. Le questionnaire portait sur trois parties essentielles, à savoir, la localisation géographique des points de service, l'accès aux produits et services financiers et l'utilisation de ces derniers. Le nombre de répondants varie selon les questions du fait que certaines questions n'ont pas été répondues par quelques institutions. Il s'agit des questions relatives aux entreprises, aux clients des transferts de fonds et des transactions électroniques, à la catégorisation, par Province et par sexe, des clients, des comptes de dépôt, des comptes de crédit et de leurs encours respectifs. Cet état de fait explique certaines discordances au niveau des totaux des effectifs, notamment, des clients par sexe et par Province et des comptes de dépôts, des comptes de crédits et de leurs encours respectifs.

### **III.2. Echantillonnage**

Dans cette partie nous présentons la façon dont les échantillons ont été constitués pour mener l'enquête sur l'accès et l'utilisation des services et produits financiers des ménages par l'INSBU et la BRB.

#### **III.2.1. Echantillonnage de l'enquête réalisée par l'INSBU**

La taille de l'échantillon d'une enquête est soumise à deux contraintes : d'une part, avoir un échantillon suffisamment important afin de produire des résultats représentatifs au niveau géographique retenu et d'autre part, avoir un échantillon permettant des coûts supportables pas seulement pour une opération unique, mais aussi pour d'autres. Cette section présente d'une part l'échantillon de marchés de l'enquête de l'INSBU et celui des ménages d'autre part. Pour l'enquête sur les unités locales susceptibles d'être utilisées dans les ménages, comme il n'y avait pas de base de sondage pour les marchés, pour chaque province, deux marchés ont été visités dont l'un en milieu urbain et l'autre en milieu rural, ce qui fait au total 34 marchés des 17 provinces et 5 marchés de Bujumbura Mairie, au total 39 marchés.

Concernant l'EICVMB, 2019-2020, l'échantillon est tiré par domaine d'étude qui est une partie ou subdivision du territoire national pour laquelle sont recherchées des estimations séparées, c'est à-dire des estimations d'une précision acceptable. Au premier degré, 849 ZD ont été tirées en utilisant la méthode de Neyman qui produit des estimations meilleures au niveau national, avec une erreur standard relative (RSE) de 1,32%.

Le RSE dans l'échantillon proposé est d'environ 5% par strate (à l'exception de la province de Kirundo avec un RSE de 6,7%) et de 1,32% au niveau national. Au deuxième degré, un nombre fixe de 10 ménages a été sélectionné de façon aléatoire dans chacune des ZD retenues au premier degré. La taille de l'échantillon de l'EICVMB, 2019-2020 est de 8 490 ménages. Il est à noter que l'EICVMB s'est déroulée en trois vagues et chacune d'elle a été réalisée auprès de 2 830 ménages (soit 283 ZD par vague).

### **III.2.2. Echantillonnage de l'enquête réalisée par la BRB**

L'échantillonnage est un procédé qui permet au chercheur de choisir parmi une population mère un groupe ou une proportion de personnes en vue de représenter la population. Pour le cas de l'enquête menée par la BRB, l'objectif était d'enquêter toutes les banques commerciales, les établissements financiers et les institutions de microfinances œuvrant au Burundi en 2017.

A cette époque de 2017, seulement 10 banques commerciales, 2 établissements financiers, 30 institutions de microfinance (y incluses la FENACOBU et la Régie Nationale des Postes) existaient déjà. Il convient de noter que, jusqu'au 31 décembre 2017, les institutions de microfinance (IMF) en activité étaient au nombre de 35 mais que les résultats de l'enquête ne concernent que 29 institutions de microfinance<sup>5</sup>.

### **III.3. Analyse de l'impact du mobile money sur l'inclusion financière des ménages au Burundi**

Avant de spécifier le modèle, nous allons présenter de manière synthétique les résultats de l'enquête afin d'avoir un aperçu global sur la population étudiée.

#### **III.3.1. Analyse de l'évolution du mobile money au Burundi de 2019-2020 (INSBU)**

Ce point analyse les éléments suivants :

- Proportion d'individus ayant reçus des transferts d'argent ;
- Analyse de la proportion d'utilisateurs du mobile money selon leurs niveaux d'instruction, l'âge et le milieu de résidence

### III.3.1.1. Analyse de la proportion d'individus ayant reçus des transferts d'argent

Ce point nous permet d'analyser la proportion d'individus ayant reçus des transferts d'argent au cours des 12 derniers mois par sexe et situation matrimoniale des bénéficiaires selon le lien de parenté avec l'expéditeur.

**Tableau 8 : Analyse de la proportion (%) d'individus ayant reçu des transferts d'argent du bénéficiaire selon le lien de parenté avec l'expéditeur selon le genre**

Genre	Avec lien de parenté	Sans lien de parenté
Masculin	63,1	36,9
Féminin	74,8	25,2
<b>Ensemble</b>	<b>69,6</b>	<b>30,4</b>

Source : auteur à partir des données de l'INSBU

Le tableau montre que la proportion d'individus de sexe masculin ayant reçu le transfert d'argent qui ont un lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur est très élevée par rapport à la proportion d'individus de sexe masculin ayant reçu des transferts d'argent qui n'ont pas de lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur, soit une proportion respectivement de 63,1% contre 36,9%. Il montre aussi que la proportion d'individus de sexe féminin ayant reçu le transfert d'argent ayant un lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur est très élevée par rapport à la proportion d'individus de sexe féminin ayant reçu des transferts d'argent qui n'ont pas de lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur, soit une proportion respectivement de 74,8% contre 25,2%.

La même lecture du tableau montre que la proportion d'individus de sexe féminin ayant reçu le transfert d'argent qui ont un lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur est très élevée par rapport à celle d'individus de sexe masculin, soit une proportion respectivement de 74,8% et de 63,1% tandis que la proportion d'individus de sexe masculin ayant reçu le transfert d'argent qui n'ont pas de lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur est très élevée par rapport à celle d'individus de sexe féminin, soit une proportion respectivement de 36,9% contre de 25,1%.

La lecture du tableau montre que la proportion d'individus ayant reçu des transferts d'argent qui ont un lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur est très élevée et elle est d'ailleurs le double de la proportion d'individus ayant reçu des transferts d'argent qui n'ont pas de lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur soit une proportion respectivement de 69,6% contre 30,4%.

**Tableau 9 : Analyse de la proportion (%) d'individus ayant reçu des transferts d'argent du bénéficiaire selon le lien de parenté avec l'expéditeur selon la situation matrimoniale**

<b>Situation matrimoniale</b>	Avec lien de parente	Sans lien de parente
Célibataire	64,4	35,6
Marié monogame	72,8	27,2
Marié polygame	72,5	27,5
Union libre	69,0	31,0
Veuf	81,1	18,9
Divorcé/Séparé	48,1	51,9
<b>Ensemble</b>	<b>69,6</b>	<b>30,4</b>

Source : auteur à partir des données de l'INSBU

La lecture du tableau selon la situation matrimoniale montre que la proportion d'individus ayant reçu le transfert d'argent qui ont un lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur est très élevée par rapport à celle d'individus qui n'ont pas de lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur sauf pour les divorcés ou les séparés où nous avons une situation contraire à celle –ci. Ces proportions correspondent aux célibataires, mariés monogames, marié polygame, union libre, veufs et divorcés/ séparés sont respectivement de 64,4% ; 72,8% ; 72,5 ; 69,0 ; 81,1% et 48,1% pour les individus ayant un lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur de l'argent contre 35,6% ; 27,2% ; 27,5% ; 31,0% ; 18, 9% et 51,9% pour les individus n'ayant pas de lien de parenté entre le bénéficiaire et l'expéditeur de l'argent.

### III.3.1.2. Utilisation de mobile money selon le niveau d'instruction, l'âge et le milieu de résidence

Ce point nous permet de connaître le pourcentage d'utilisation du mobile money selon le niveau d'instruction, l'âge et le milieu de résidence

**Tableau 10 : Analyse de l'utilisation du mobile money selon le niveau d'instruction**

Niveau d'instruction	Avec lien de parente	Sans lien de parente
Aucun	74,7	25,3
Primaire	67,4	32,6
Secondaire	67,0	33,0
Supérieur	68,6	31,4
NSP	79,8	20,2
Pas concerné	68,1	31,9

Source : auteur à partir des données de l'INSBU

La lecture du tableau montre que l'utilisation du mobile money selon le niveau d'instruction en % ayant un lien de parenté a été élevée pour les utilisateurs du mobile money NSP donc qui ne se sont pas prononcé sur leur niveau d'instruction avec 79,8%, suivi par les utilisateurs de mobile money ayant un niveau d'instruction « aucun » donc ceux qui n'ont pas été à l'école avec 74,7%, suivis par les utilisateurs du mobile money ayant un niveau d'instruction « supérieur » avec 68,6%, puis les utilisateurs du mobile money correspondant au « pas concerné » avec 68,1%, ensuite les utilisateurs du mobile money ayant un niveau d'instruction « Primaire » avec 67,4% enfin les utilisateurs du mobile money ayant un niveau d'instruction secondaire avec 67,0%.

Nous remarquons que pour les utilisateurs du mobile money selon niveau d'instruction mais n'ayant pas de lien de parenté en % a été très élevée pour les utilisateurs du mobile money ayant un niveau d'instruction « secondaire » avec 33,0% ; suivi par ceux ayant un niveau d'instruction « primaire » avec 32,6% ; suivi par ceux ayant un niveau d'instruction « pas concerné » avec 31,9%, puis ceux ayant un niveau d'instruction « supérieur » avec 31,4% ; ensuite suivi par ceux ayant un niveau d'instruction « aucun » avec 25,3% en fin ceux ayant un niveau d'instruction « NSP » avec 20,2%.

Le tableau montre aussi que dans les cas la proportion des utilisateurs du mobile money ayant un lien de parenté a été toujours supérieure à la proportion de ceux n'ayant pas de lien de parenté avec ceux qui leurs ont envoyé de l'argent.

**Tableau 11 : Analyse de l'utilisation du mobile money selon l'âge**

Tranche d'âges	Avec lien de parente	Sans lien de parente
Moins de 15 ans	68,3	31,7
15-35 ans	67,2	32,8
36-64 ans	71,6	28,4
65 ans et plus	81,1	18,9

Source : auteur à partir des données de l'INSBU

La lecture du tableau montre que la proportion des utilisateurs du mobile money ayant un lien de parenté a été très élevé pour les utilisateurs de la tranche d'âge de 65 ans et plus avec une proportion de 81,1%, suivi par ceux de tranche d'âge de 36 -64 ans avec une proportion de 71,6% et puis ceux de la tranche d'âge de moins de 15 ans avec une proportion 68,3% et enfin ceux de la tranche d'âge de 15-35 ans avec une proportion de 32, 8%. Pour les utilisateurs du mobile money n'ayant pas de lien de parenté, nous constatons qu'elle a été très élevée pour utilisateurs de la tranche d'âge de 15- 35 ans avec 32, 8% ; suivi des utilisateurs de moins de 15 ans avec 31,7% ; puis ceux de la tranche d'âge de 366-64 ans avec 28,4% et enfin ceux de la tranche d'âge de 65 ans et plus avec 18,9%. Dans tous les cas la proportion des utilisateurs du mobile money selon les tranches d'âge a été très élevée pour ceux ayant un lien de parenté par rapport à ceux n'ayant pas un lien de parenté.

**Tableau 12 : Proportion (%) d'individus ayant reçu des transferts d'argent au cours des 12 derniers mois par milieu de résidence selon le lien de parenté avec l'expéditeur**

Milieu de résidence	Avec lien de parente	Sans lien de parente
Urbain	65,7	34,3
Rural	70,5	29,5

Source : auteur à partir des données de l'INSBU

La lecture du tableau montre que la proportion d'individus ayant reçu des transferts d'argent au cours des 12 derniers mois par milieu de résidence est très élevée chez les individus vivant en milieu rural par rapport à ceux vivant en milieu urbain pour ceux ayant un lien de parenté respectivement de 70,5% contre 65,7%. Pour les individus n'ayant pas de lien de parenté la situation est contraire, la proportion d'individus ayant reçu des transferts d'argent au cours des 12 derniers mois par milieu a été très élevée chez les individus vivant en milieu urbain que celle des individus vivant en milieu rural respectivement de 34,3% contre 29,5%. La proportion a été toujours très élevée pour les individus ayant reçu des transferts d'argent au cours des 12 derniers mois a été toujours élevée chez les individus ayant un lien de parenté.

**Tableau 13 : Répartition (%) des transferts reçus et milieu de résidence du bénéficiaire selon le principal canal de transfert**

	<b>Société de transferts</b>	<b>Mobile banking</b>	<b>Mobile money</b>	<b>Tierce Personne</b>	<b>Cash</b>	<b>Poste</b>	<b>Autre</b>	<b>Total</b>
Urbain	24,9	6,0	36,3	13,3	18,8	0,2	0,5	100,0
Rural	24,9	6,0	36,3	13,3	18,8	0,2	0,5	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>17,7</b>	<b>5,6</b>	<b>42,0</b>	<b>13,6</b>	<b>18,6</b>	<b>0,2</b>	<b>2,4</b>	<b>100,0</b>

Source : auteur à partir des données de l'INSBU

La lecture du tableau montre que le mode de paiement par société de transfert est beaucoup plus utilisé en milieu urbain par rapport en milieu rural et ont respectivement 24,9% contre 9,2%. Il en est de même pour le mobile Banking, il est beaucoup utilisé en milieu urbain avec 6,0% qu'en milieu rural avec 5,1%. Le tableau montre que le mobile money est plus utilisé en milieu rural avec 48,6% qu'en milieu urbain avec 36,3%. La part en % des transferts par tierce personne est presque la même en milieu urbain et milieu rural respectivement de 13,3% et 13,8%. La part des transferts par cash est aussi presque là même en milieu urbain avec 18,8% et milieu rural avec 18,4%. La part de transfert reçu en milieu urbain par poste est de 0,2% alors elle est de 0,1% en milieu rural.

### III.3.2. Analyse de l'évolution de l'inclusion financière au Burundi (Les données de la BRB 2017)

**Tableau 14 : Comparatif des indicateurs clé d'inclusion financière au Burundi de 2012 à 2017**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
% de la population adulte ayant un compte dans une institution financière Agréée	21,77	23,81	26,36	25,75	27,92	25,55
Nombre d'institutions financières agréées par la BRB	33	40	42	46	45	47
Population adulte ayant accès à au moins un point de services financiers	3 703 782	4 515 726	4 725 796	4 868 956	5 016 263	5 853 432
% de la population adulte ayant au moins un compte de crédit dans une institution financière agréée	n.d	n.d	2,08	3,59	3,17	3,06

Source : auteur à partir des données de la BRB

Le taux d'inclusion financière a connu une légère diminution en 2017 par rapport à l'année précédente. En effet, 25,55% de la population adulte, contre 27,92 % en 2016, ont un compte de dépôt/épargne dans une institution financière formelle. Les points de services du secteur bancaire sont de 45 en 2016 et 47 en 2017 ce qui montre qu'en termes d'accès 10 000 adultes utilisent 1 seul point de service en 2017. En matière de crédit, les comptes de crédit ont connu une augmentation de 3,06 % en 2017 contre 3,17% en 2016.

### III.4. Spécification du Modèle

La recherche vise à déterminer de manière empirique si les services d'argent mobile ont un impact sur l'inclusion financière au Burundi. D'un côté, parler de l'inclusion financière fait référence à la possession du compte mobile money, au transfert de fonds de la personne à personne mais aussi à l'achat des biens à l'aide du mobile money.

De l'autre côté, il s'agit de montrer que le mobile money est le moteur de la variation de l'épargne. Dans ce travail, nous avons adopté d'utiliser le modèle développé par Ruth.

Dans sa thèse intitulée « The impact of mobile money on saving in Sub-Saharan Africa », Ruh (2017) analyse le lien entre le comportement d'épargne et le mobile money en utilisant de multiples critères de choix d'épargne à partir d'un échantillon de grande taille et d'une analyse économétrique par la régression. Ruh a estimé que l'épargne d'un individu dépendait de plusieurs variables explicatives qui permettent de mieux cerner à la fois le comportement d'épargne vis-à-vis de l'utilisation du service de mobile money et aussi de certaines autres variables. Son modèle est le suivant :

Ce modèle s'écrit sous la forme matricielle :

$$Y = \beta X + U$$

Avec :

- $Y$  est le vecteur représentant la variable dépendante et contenant T observations ;
- $X$  est une matrice de k colonnes et T lignes contenant les variables explicatives et la constante ;
- $\beta$  est un vecteur contenant les k paramètres à estimer ;

Ainsi, pour notre fonction d'épargne et de possession du mobile money (PHONE), le modèle de RUH se transforme en deux équations suivantes :

$$\text{Epargne}_i = \beta_0 + \beta_1 \text{MM\_User}_i + \beta_2 X_i + u_i \dots\dots\dots (1)$$

$$\text{PHONE}_i = \beta_0 + \beta_1 \text{MM\_User}_i + \beta_2 X_i + u_i \dots\dots\dots (2)$$

**Pour l'épargne :**

- ❖  $\text{Epargne}_i$  : Variable latente qui détermine si le ménage i épargne ou pas (elle prend la valeur 1 si l'individu i épargne et 0 sinon)
- ❖  $\text{MM\_User}_i$  : est une variable latente si le ménage est un utilisateur de compte mobile money
- ❖  $X_i$  : est une variable de contrôle incluant l'âge, le sexe, l'urbanité, la situation matrimonial, l'achèvement de l'école primaire, le statut de l'emploi et l'occupation.

### Pour la possession du mobile money (Phone) :

- ❖  $PHONE_i$  : Variable latente qui détermine si l'individu utilise ou pas le mobile money (elle prend la valeur 1 si l'individu  $i$  utilise le mobile money et 0 sinon).
- ❖  $MM\_User_i$  : est une variable latente si le ménage possède de compte mobile money comme un instrument de l'inclusion financière.
- ❖  $X_i$  : est une variable de contrôle incluant l'âge, le sexe, l'urbanité, la situation matrimoniale, l'achèvement de l'école primaire, le statut de l'emploi et l'occupation.

Concrètement, nos équations (1) et (2) peuvent se réécrire ainsi :

$$PPhone_i = \beta\beta_0 + \beta\beta_1 * MM\_user_i + \beta\beta_2 * ageE_i + \beta\beta_3 * sexe_i + \beta\beta_4 * MilieuR_i + \beta\beta_5 * etat-civil_i + \beta\beta_6 * taille_i + \beta\beta_7 * MR\_Menage_i + \beta\beta_8 * Mtransfer_i + \beta\beta_9 * M\_Envoye_i + \beta\beta_{10} * B.activite_i + \beta\beta_{11} * NEtude_i + u_i \quad (1)$$

$$Epargne_i = \beta\beta_0 + \beta\beta_1 * PPhone_i + \beta\beta_2 * ageE_i + \beta\beta_3 * sexe_i + \beta\beta_4 * MilieuR_i + \beta\beta_5 * etat-civil_i + \beta\beta_6 * taille_i + \beta\beta_7 * MR\_Menage_i + \beta\beta_8 * Mtransfer_i + \beta\beta_9 * M\_Envoye_i + \beta\beta_{10} * B.activite_i + \beta\beta_{11} * NEtude_i + u_i \quad (2)$$

#### III.4.1. Présentation des variables

Dans cette partie, nous développons les variables expliquées et explicatives issues des équations de notre modèle.

##### III. 4.1.1. Variable de possession du compte de mobile money

###### 1. Variable expliquée

Il s'agit d'un nombre des ménages qui possèdent les comptes d'utilisation du mobile money avec un échantillon de 2539 ménages.

###### 2. Variables explicatives

- ❖ Taille du ménage : La taille du ménage, en termes de nombre de personnes dans le ménage, a une influence significative sur l'inclusion financière. Les ménages de plus grande taille sont supposés avoir un impact positif sur l'inclusion financière puisque la plupart des membres sont susceptibles d'accéder et utiliser les services financiers. A priori, l'étude s'attend à ce que la taille du ménage ait un effet positif sur la relation avec l'inclusion financière puisque la plupart de leurs transferts et encaissements d'espèces se font via l'argent mobile.

- ❖ Niveau d'étude : L'éducation, telle qu'utilisée dans l'étude, consiste à examiner si le niveau d'éducation atteint par membres d'un ménage a ou non une influence sur l'inclusion financière au Burundi. La littérature a démontré que les ménages ayant des niveaux d'éducation formelle plus élevés ont tendance à économiser et à utiliser davantage les services financiers. Les personnes ayant fait des études supérieures peuvent aider à améliorer les niveaux de littératie financière lors de la prise de décisions concernant des questions financières.
- ❖ AgeE : La variable âge prend en compte l'âge de la personne. En effet, l'âge est l'un des facteurs qui influence l'épargne et ici, nous avons utilisé l'âge au carré.
- ❖ Sexe : Il s'agit aussi d'une variable latente qui prend la valeur 1 si l'individu  $i$  est une femme et 0 si l'individu est un homme. Le choix d'attribuer la valeur 1 pour la femme est dû au fait que le comportement d'épargne des femmes est plus important par rapport aux hommes. Selon Sri Mulyani Indrawati, Directrice générale et directrice des opérations de la Banque mondiale, lorsqu'une femme dispose d'un compte et d'un endroit sûr pour épargner en dehors de son foyer, elle contrôle mieux ses finances et les revenus du ménage, en ayant accès à des services officiels d'épargne et de crédit. Il continue à montrer que les femmes peuvent participer davantage à l'activité économique. Elles peuvent mettre des fonds de côté pour des situations d'urgence pour l'éducation de leurs enfants ou pour créer une entreprise. C'est une étape importante pour sortir de la pauvreté et promouvoir l'égalité.
- ❖ Milieu de résidence : Il s'agit de l'urbanité qui prend la valeur 1 si la personne vit en zone urbaine et 0 dans le cas contraire. Dans le modèle original, nous avons la réciproque (1 pour rural) mais comme le nombre d'utilisateur du mobile money en zone urbaine est nettement plus élevé alors la ruralité n'exercerait pas une influence significative.
- ❖ Etat civil : Variable latente qui prend la valeur 1 si l'individu  $i$  est marié et 0 dans le cas contraire.
- ❖ B. Activité : Variable de catégorie qui présente aussi trois catégories : ferme, commerce et professionnel.

### III.4.1.2. Variable de L'Épargne

#### 1. Variable expliquée

Il s'agit de désigner l'état d'un ménage qui épargne ou n'épargne pas. L'épargne d'un ménage est influencée par bon nombre de variables surtout dans les pays sous-développés. Une représentation de ces variables va permettre d'avoir un aperçu sur le comportement d'épargne et aussi sur les principaux déterminants de l'épargne. Ainsi, comme il a été dit auparavant,  $\text{épargne}_i$  est une variable latente. Nous avons considéré toutes les personnes qui épargnent (même informellement)

#### 2. Variables explicatives :

- ❖ Taille du ménage : La taille du ménage, en termes de nombre de personnes dans le ménage, a une influence significative sur l'inclusion financière. Les ménages de plus grande taille sont supposés avoir un impact positif sur l'inclusion financière puisque la plupart des membres sont susceptibles d'accéder et utiliser les services financiers. A priori, l'étude s'attend à ce que la taille du ménage ait un effet positif sur la relation avec l'inclusion financière puisque la plupart de leurs transferts et encaissements d'espèces sont via l'argent mobile.
- ❖ Niveau d'étude : L'éducation, telle qu'utilisée dans l'étude, consiste à examiner si le niveau d'éducation atteint par membres d'un ménage a ou non une influence sur l'inclusion financière au Ghana. La littérature a démontré que les ménages ayant des niveaux d'éducation formelle plus élevés ont tendance à économiser et utiliser davantage les services financiers. Les personnes ayant fait des études supérieures peuvent aider à améliorer les niveaux de littératie financière lors de la prise de décisions concernant des questions financières.
- ❖ PPHONE : Le modèle originel considérait ceux qui possèdent un compte mobile money, nous allons considérer ici toutes les ménages qui utilisent les services mobiles money qui sont au nombre de 2539 ménages afin de mieux cerner la relation mobile money-épargne.
- ❖ AgeE : A variable âge prend en compte l'âge de la personne. En effet, l'âge est l'un des facteurs qui influence l'épargne et ici, nous avons utilisé l'âge au carré.
- ❖ Sexe : Il s'agit aussi d'une variable latente qui prend la valeur 1 si l'individu  $i$  est une femme et 0 si l'individu est un homme. Le choix d'attribuer la valeur 1 pour la femme est dû au fait que le comportement d'épargne des femmes est plus important par rapport aux

hommes. Selon Sri MULYANI INDRAWATI, directrice générale et directrice des opérations de la Banque mondiale : « lorsqu'une femme dispose d'un compte et d'un endroit sûr pour épargner en dehors de son foyer, elle contrôle mieux ses finances et les revenus du ménage, en ayant accès à des services officiels d'épargne et de crédit, les femmes peuvent participer davantage à l'activité économique. Elles peuvent mettre des fonds de côté pour des situations d'urgence pour l'éducation de leurs enfants ou pour créer une entreprise. C'est une étape importante pour sortir de la pauvreté et promouvoir l'égalité. »

- ❖ Milieu de résidence : Il s'agit de l'urbanité qui prend la valeur 1 si la personne vit en zone urbaine et 0 dans le cas contraire. Dans le modèle original, nous avons la réciproque (1 pour rural) mais comme le nombre d'utilisateur du mobile money en zone urbaine est nettement plus élevé alors la ruralité n'exercerait pas une influence significative.
- ❖ Etat civile : Variable latente qui prend la valeur 1 si l'individu  $i$  est marié et 0 dans le cas contraire.
- ❖ B Activité : Variable de catégorie qui présente aussi trois catégories : ferme, commerce et professionnel.

### **III.5. Présentation, interprétation et discussions des résultats**

Dans cette partie, nous faisons la présentation en utilisant le logiciel stata 17, l'interprétation et la discussion des résultats obtenus.

#### **III.5.1. Présentation et interprétation des résultats**

Dans cette partie, la première section est liée à la description des variables utilisées. La deuxième section concerne la présentation et l'interprétation des résultats de régression du modèle probit pour les individus possédant le compte mobile money. La troisième section est liée à la présentation et l'interprétation du modèle probit pour l'épargne.

Avant de présenter et d'interpréter les résultats de régression pour les résultats d'épargne et la possession du compte de mobile money, nous procédons à la description des variables utilisées. Les résultats de la description sont présentés dans le tableau 15.

**Tableau 15 : Résumé des variables dépendante et indépendante de deux équations**

Variable	OBS	Mean	Std.dev	Min	Max
PPhone	1.288	1708075	3764868	0	1
PEpargne	2.539	4001575	4900266	0	1
TailleM	2.539	4.862544	2.349407	1	19
AgeE	2.539	44.35289	15.65262	15	99
MilieuR	2.539	3395037	4736341	0	1
Sexe	2.539	9031115	2958642	0	1
Mtransfer	2.539	4.8141	1.289507	0	6
Menvoyé	2.539	59362.57	202747.7	20	5000000
Etatcivil	2.539	1.270973	1.365102	0	5
MRmenage	2.539	78877.89	246624.5	0	6200000
NEtude	2.537	3.036263	1.278101	0	5
BActivité	2.346	1.057971	1.326797	0	3

Source : auteur à partir des données de l'INSBU

Le tableau 16 ci-dessous présente les statistiques descriptives des variables. Ces variables ont été utilisées dans les estimations des équations. Il ressort de ce tableau que parmi les variables endogènes le taux global d'utilisation des services financiers (PEpargne et le PPHone) qui mesure l'inclusion financière ont des valeurs maximums les plus élevées que les variables exogènes. Cela montre que les valeurs moyennes des deux variables ne sont pas égales. Le taux du montant envoyé à travers le mobile money a une valeur moyenne plus élevée. Son écart-type est également élevé. Cela veut dire elle est la variable exogène la plus volatile. Parmi les variables qui ont des valeurs moyennes élevées après le taux du montant envoyé, le PEpargne, Mtransfer à travers le mobile money des adultes, il y a NEtude est son taux global d'utilisation des services financiers dont son écart-type est le plus élevé. Ces variables dépendantes ont été prises en compte pour cette étude en fonction de notre connaissance du contexte. Mais aussi en se référant à abondante littérature empirique sur le même thème où ces variables ont été utilisées.

### III.5.1.1. Résultat de l'application du modèle probit sur le modèle mobile money

Dans cette partie, nous présentons et interprétons les résultats des estimations du modèle probit des individus possédant le compte mobile money, on cherche à connaître ici est l'effet de nos variables explicatives sur la probabilité de voir l'évènement, « possèdent les comptes d'utilisation du mobile money », se produire.

Pour le Probit, on n'a pas besoin de corriger l'hétéroscédasticité puisque que l'échantillon est homoscedastique par hypothèse (Ouellet & al., 2005). Donc, les résultats de l'estimation du modèle probit ne nécessite ni d'autres tests ni de corrections. Le tableau 15 nous en donne les détails des résultats de l'estimation.

**Tableau 16 : Résultat de l'effet marginal sur les individus possédant le compte mobile money dans leur téléphone**

```
Iteration 0: log likelihood = -1578.5073
Iteration 1: log likelihood = -1358.4982
Iteration 2: log likelihood = -1349.6344
Iteration 3: log likelihood = -1349.5439
Iteration 4: log likelihood = -1349.5438

Probit regression, reporting marginal effects          Number of obs = 2344
LR chi2(10) = 457.93
Prob > chi2 = 0.0000
Pseudo R2 = 0.1451

Log likelihood = -1349.5438
```

PPHONE	dF/dx	Std. err.	z	P> z	x-bar	[	95% C.I.	]
TailleM	.0129677	.0051884	2.50	0.012	5.00896	.002799	.023137	
AgeE	-.0026225	.0007856	-3.33	0.001	44.3904	-.004162	-.001083	
MilieuR*	.0875502	.0323204	2.73	0.006	.305887	.024203	.150897	
Sexe*	.126464	.0395705	2.97	0.003	.918089	.048907	.204021	
MTRANS~R	-.0912163	.008535	-10.68	0.000	4.82253	-.107945	-.074488	
MENVOYÉ	-9.18e-07	2.19e-07	-4.20	0.000	57947.4	-1.3e-06	-4.9e-07	
ETATCI~L	-.0015831	.0089096	-0.18	0.859	1.25725	-.019046	.015879	
MRMENAGE	9.81e-07	2.03e-07	4.85	0.000	76828.2	5.8e-07	1.4e-06	
NETude	.0682492	.0108305	6.29	0.000	3.01749	.047022	.089477	
BActiv~é	.0429473	.0111431	3.85	0.000	1.05887	.021107	.064787	
obs. P	.4010239							
pred. P	.3872744	(at x-bar)						

(\*) dF/dx is for discrete change of dummy variable from 0 to 1  
z and P>|z| correspond to the test of the underlying coefficient being 0

**Source :** Auteur sur base des estimations avec le logiciel STATA 17

D'après le tableau précédent, nous constatons que notre modèle de possession des ménages burundais du compte d'utilisation du mobile money est globalement significative. En effet, la probabilité associée au Chi2 est inférieur à 5% (0.0000).

De ce qui précède, nous trouvons que l'âge de la personne (AgeE) à une probabilité qui est significatif au seuil de 1% mais avec une influence négative sur la variable de possession d'un téléphone.

Nous remarquons que le milieu de résidence apparaît comme une variable qui explique significativement la possession d'un téléphone au seuil de 1%, avec un impact positif très marqué sur l'utilisation du mobile money. Le sexe aussi est significatif au seuil de 1%, ce qui montre aussi que cette variable est très importante pour l'utilisation d'un mobile money et nous constatons aussi qu'il a un impact positif sur l'accès aux services financiers. Le fait de savoir lire et écrire et le nombre d'années d'études qui n'étaient plus importants pour la connaissance du mobile money apparaissent désormais comme variables qui expliquent significativement que la possession du mobile money est significatif au seuil de 1%. Cette variable a un impact positif sur le mobile money. Le montant transfert, le montant envoyé, le montant reçu par le ménage, la blanche d'activité apparaissent également comme des éléments explicatifs de la possession du mobile money. Les variables Le montant de transfert (-0,091), le montant envoyé (-0,0091), Etat civil (0,0015) influencent négativement la probabilité de posséder le mobile money.

Les résultats montrent que les coefficients des variables tels que le milieu de résidence (0,087) le montant reçu par le ménage (0,0098), le niveau d'étude (0,068) et la blanche d'activité (0,042) présentent un impact positif à l'inclusion financière.

### **III.5.1.2. Variable de l'Epargne**

En spécifiant le modèle probit, nous avons le résultat suivant en utilisant le logiciel stata 17.

**Tableau 17 : L'effet marginal pour l'épargne**

Iteration 0: log likelihood = -561.17083  
 Iteration 1: log likelihood = -511.26998  
 Iteration 2: log likelihood = -510.16018  
 Iteration 3: log likelihood = -510.15788  
 Iteration 4: log likelihood = -510.15788

Probit regression, reporting marginal effects

Number of obs = 1185

LR chi2(11) = 102.03

Prob > chi2 = 0.0000

Pseudo R2 = 0.0909

Log likelihood = -510.15788

PEPARGNE	dF/dx	Std. err.	z	P> z	x-bar	[	95% C.I.	]
PPHONE*	-.061363	.0281902	-2.31	0.021	.793249	-.116615	-.006111	
TailleM	-.005516	.004763	-1.16	0.247	5.30802	-.014851	.003819	
AgeE	.0018648	.0008355	2.23	0.026	43.4473	.000227	.003502	
MilieuR*	.0354787	.0284821	1.25	0.212	.489451	-.020345	.091303	
Sexe*	.048843	.0443948	0.98	0.328	.947679	-.038169	.135855	
MTRANS~R	.0005884	.0079109	0.07	0.941	4.51814	-.014917	.016094	
MENVOYÉ	-1.53e-07	1.03e-07	-1.49	0.136	86722.4	-3.5e-07	4.8e-08	
ETATCI~L	-.0202389	.0101324	-1.99	0.047	1.0827	-.040098	-.00038	
MRMENAGE	1.28e-07	8.00e-08	1.60	0.110	116783	-2.9e-08	2.8e-07	
NETude	.0392852	.0113369	3.45	0.001	3.54008	.017065	.061505	
BActiv~é	.0368087	.0107357	3.40	0.001	1.62869	.015767	.05785	
obs. P	.1814346							
pred. P	.1568719	(at x-bar)						

(\*) dF/dx is for discrete change of dummy variable from 0 to 1

z and P>|z| correspond to the test of the underlying coefficient being 0

**Source :** Auteur sur base des estimations avec le logiciel STATA 17

Ce modèle est globalement bon car la probabilité associée au Chi2 de Wald est inférieure à 5% (0.0000). Nos résultats montrent que les individus enquêtés utilisent généralement le mobile money aussi comme le moyen d'épargne.

La possession d'un téléphone (PHONE) a un effet négatif (coefficient de -0,0613) sur l'épargne des ménages et est significatif avec une marge d'erreur de 1%. On constate également que la taille du ménage influence négativement la probabilité d'adoption de la technologie M-money avec un coefficient de -0,005. Le montant envoyé a un impact aussi négatif sur l'épargne avec un coefficient de -0,00153. Ces résultats font sens étant donné le contexte du Burundi où les ménages avec un grand nombre de personnes peuvent être moins financièrement habilités à s'engager dans des transactions liées à la technologie M-money.

L'état civil n'influence pas aussi la possibilité d'épargner sur le mobile money avec un coefficient négatif de -0,020 mais on peut constater que cette variable a une marge d'erreur de 1%.

L'âge (AgeE) a une marge de 1% avec un coefficient positive de 0,001. Ces résultats de l'estimation révèlent que le niveau d'études primaires ou secondaires, les niveaux d'éducation augmenteraient la probabilité d'adopter la technologie M-money dans l'ordre de 0,039. Cependant, les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur sont moins susceptibles d'adopter la technologie M-money. Cela peut être dû au fait que cette catégorie de personnes éduquées utilise principalement des services offerts par les institutions financières formelles compte tenu de leur statut social.

La blanche d'activité (BActivite) et le niveau d'étude sont également le déterminant important de la propriété de mobile money avec un coefficient positive de 0,036 avec une marge d'erreur 1% pour la blanche d'activité et 0,39 pour le niveau d'étude.

Le milieu de résidence (MilieuR) est très important sur l'utilisation du mobile money. Les lieux des institutions financières sont surtout dans les centres de la province, nous remarquons qu'un certain nombre de population est exclue financièrement. Les résultats montrent que le milieu de résidence a un impact positif de 0,14 sur l'inclusion financière.

Le sexe, le montant de transfert, le montant reçu par le ménage (MRMENAGE) sont significatifs au seuil de 5%. Ces variables expliquent positivement la probabilité d'épargner en utilisant le mobile money avec des coefficients positifs qui sont donc 0,22 pour la variable sexe, 0,0024 pour le montant transfert et 5,32 pour le montant reçu par les ménages.

### **III.6. Discussions des résultats**

Dans ce point, nous allons discuter des résultats issus des résultats afin de confirmer ou d'infirmer nos hypothèses, mais aussi dans le but d'apporter des contributions dans l'utilisation du mobile money comme source d'inclusion financière des ménages.

Plusieurs recherches reconnaissent que les facteurs démographiques influencent énormément et d'une façon directe les attitudes et le comportement du consommateur concernant le mobile money. Ces facteurs montrent également que cette influence est modératrice (Eriksson et Nilsson. 2007 ; Srivastava. 2007 ; Venkatesh et al.. 2003).

Le milieu de résidence influence positivement la probabilité d'utilisation du mobile money. Ces résultats s'expliquent aussi avec l'étude menée par M. yaya ky s'argumente en disant que cela peut s'expliquer à la foi. On constate aussi beaucoup des agences des banques se trouvent en milieu urbain ce qui cause un impact négatif sur la population qui veut utiliser les services financiers.

Pour ce qui est de l'Age, l'étude on montre qu'il influence négativement l'utilisation de mobile money avec une signification au seuil de 1%. Ce qui montre qu'il a un impact négatif sur l'inclusion financière. L'auteur Bodi Tsana Merveille. Ces résultats ont trouvé aussi que l'âge compris entre 36 ans à 64 ans augmente la probabilité d'adoption du mobile money de 71,6% par rapport aux autres. L'âge est significatif au seuil de 1%.

La variable sexe, les études montrent qu'avec la nouvelle technologie sur la monnaie mobile, les modes de paiement, la programmation des virements de personne à personne et les bénéficiaires (surtout les femmes) de montants transferts constituent des circonstances incitatives à l'utilisation du mobile money.

Le niveau d'étude, la branche d'activité et le montant reçu par le ménage influencent positivement l'utilisation de mobile money. Les résultats trouvés par l'INSBU montrent que les agriculteurs utilisent beaucoup le mobile money car certains d'entre eux n'ont pas de compte bancaire. Les frais exigés par les banques certains sont incapables de payer.

Le montant du transfert, le montant reçu par le ménage et l'état civil influencent négativement la probabilité d'utilisation du mobile money avec un seuil significatif de 1%. Ce qui constitue ces facteurs n'influencent pas l'inclusion financière

Les résultats de l'analyse ont trouvé que les opérateurs mobiles ont déclaré générer des revenus élevés grâce aux transferts d'argent mobile ce qui me permet de confirmer mon hypothèse.

**H1** : nous confirmons l'hypothèse selon laquelle les effets de paiement de mobile money est un facteur explicatif de l'inclusion financière.

En ce qui concerne l'épargne, les résultats ont montré que même en 2019-2020 où il n'y avait pas encore l'offre d'épargne des opérateurs. Les utilisateurs du service de mobile money l'utilisaient déjà 2.9% en milieu urbain et 0.4% en milieu rural utilise le mobile money comme un moyen d'épargner leur argent (INSBU, 2019). Le comportement est toutefois aléatoire concernant les multiples variables qui transcendent la vie de l'homme.

Qu'il soit pauvre ou riche, les multiples études mettant en relation l'épargne et le mobile money en Afrique ont toutes montré une possibilité voire une évidence quant à l'existence d'un impact. Nos résultats sur le fait montrent que le mobile money influence effectivement la probabilité des ménages épargne en général de 1,7% en tenant compte de certaines autres variables. L'auteur Ruh (2017) dans sa thèse « The impact of mobile money on saving in Sub-Saharan Africa ». L'impact du mobile money indique que l'épargne est plus élevée pour ce qui est à la fois éduqué. Vivant en dessous de la ligne de pauvreté non-bancarisé vivant dans les zones rurales et opérant dans l'agriculture. Les résultats montrent que le mobile money augmente l'inclusion financière tout comme l'épargne et diminue ainsi les épargnes informelles.

Dans une autre thèse présentée par Twum lantey kakra sur « l'impact du mobile money sur l'inclusion financière une thèse déposée à l'université du Ghana. leçon au Ghana » il montre aussi que le mobile l'argent est utilisé non seulement pour l'épargne mais influence également les demandes de prêt.

Un des limites de mon étude était la mise en relation directe du mobile money et de l'épargne faute du non répondant à la question d'épargne des données de l'INSBU au sein des opérateurs mobiles. Par contre. L'accès aux données de l'enquête de l'INSBU m'a permis de rechercher une solution alternative à ce problème. L'application de modèle de Ruh à partir de ces résultats est satisfaisant dans le sens où la mise en évidence de la relation m-money d'épargne a été vérifiée. Toutefois, nous nous sommes limités à l'équation (2) alors que l'auteur présente encore d'autres alternatives et modèles pour mieux vérifier le fait.

Plusieurs variables explicatives comme le milieu de résidence, le sexe, le montant transfert, le montant reçu, le niveau d'étude et blanche d'activité sont significatifs au seuil inférieur à 5%. Ces variables à un impact positif sur l'inclusion financière. Ce qui nous permet de confirmer l'hypothèse 2.

**H2** : nous confirmons l'hypothèse selon laquelle l'épargne est un instrument du mobile money sur l'inclusion financière.

**Conclusion du 3<sup>ème</sup> chapitre**

Cette section décrit la procédure de collecte de données. L'analyse et les présentations sont adaptées à cette étude pour aider le chercheur à répondre aux questions de recherche et à atteindre les objectifs de l'étude. Il a également discuté la conception de la recherche, le lieu de l'étude, la procédure d'échantillonnage, la source des données et la collecte des données. Pour mener à bien cette étude, nous sommes partis d'une approche hypothético déductive afin de présenter nos données à travers une analyse descriptive des données rendues rigoureuse par des tests économétriques formels pour l'obtention nos résultats suite à une régression multiple qui s'avère que le modèle étant significatif. Ce qui stipule qu'au moins une des variables respecte la loi du seuil de signification, ce qui m'a amené à la réflexion selon laquelle certaines variables sont étroitement liées avec la variable endogène. C'est-à-dire. Qu'elles expliquent le mobile money dans l'inclusion financière.

A partir de ses résultats, nous allons à extrapoler dans le chapitre qui précèdent. Les bien-fondés de nos analyses afin de dégager les atouts du mobile ainsi que son rôle réel, grâce aux suggestions et pistes de solutions qui seront mises en lumière pour permettre une amélioration financière.

Notre dernière partie s'appuie sur la discussion empirique de nos résultats au regard de la revue de la littérature existante dans le contexte actuel. Nous avons pu ressortir et voir les relations existantes entre nos variables indépendantes et la variable dépendante. Cependant, plusieurs recherches reconnaissent que les facteurs démographiques influencent énormément et d'une façon directe les attitudes et le comportement du consommateur concernant le mobile money.

## CONCLUSION GENERALE

Cette recherche avait pour objet de mesurer l'impact de mobile money sur l'inclusion financière et aussi le développement social des populations non bancarisées de la région, notamment les ruraux et urbains, les entrepreneurs, les commerçants du secteur informel. La tendance à l'accès aux services financiers est de plus en plus facilitée du fait que l'inclusion financière est à la fois un catalyseur de croissance économique et aussi un instrument pour lutter contre la pauvreté.

Les concepts d'épargne et la possession d'un téléphone peuvent être mis en relation sous différentes formes et selon divers procédés, menant à des résultats qui dépendraient du contexte socio-économique de l'économie ou des économies, si l'on voulait souhaite vérifier ce phénomène ou cette relation. Au Burundi, nous avons une population majoritairement pauvre vivant en dessous du seuil de pauvreté et dont le revenu serait limité et restreint malgré la volonté d'en réserver une petite partie pour l'épargne. La contribution du mobile money ne se limite pas à l'inclusion financière mais aussi à rendre plus facile l'accès des ménages à d'autres services qui facilitent leur vie quotidienne.

Les hypothèses concernant à ces questions ont été formulées pour analyser les résultats de notre étude, en supposant provisoirement qu'il y a un impact positive entre le mobile money et l'inclusion financière.

Quant à la méthodologie, nous avons utilisé les données secondaires de l'enquête fait par INSBU et la BRB. Nous avons fait aussi régression du modèle probit et la régression du moindre carrée en utilisant le logiciel stata 17. Ces résultats nous a permis de conclure que certaines variables sont significatives et qu'elles ont l'impact positive sur l'inclusion financière. En ce qui concerne le canal de transfert d'argent, les résultats ont montré que le Mobile Money (Téléphone Mobile) occupe une place importante par rapport aux autres modes de transferts classiques et aussi dans la vie des ménages au Burundi.

**Suggestions pour l'amélioration de l'inclusion financière**

Se référant sur les résultats de notre étude, nous recommandons :

- La disponibilité des points de transactions dans les quartiers qui sont loin du centre de la ville.
- La Sécurité du réseau
- D'accorder un bonus en cas d'un grand nombre de transactions
- L'amélioration du service des agents par rapport au retrait en dollars et en Francs Burundais
- La promotion des agents pour les services.
- D'améliorer les services en partenariat avec les shops
- D'instaurer le système d'intérêt lorsqu'on épargne
- D'inciter beaucoup à épargner dans le mobile money.
- L'approvisionnement régulier de cash point
- Facilitation de transactions avec d'autres réseaux (Concernant la durée de disponibilité après la transaction)
- Facilité le transfert à l'étranger
- Diversité d'options telles que payer les frais académiques sur le service
- Informer les abonnés sur les modifications d'utilisation de leurs services
- Réduction de la commission au retrait et à l'envoi
- Amélioration de services de paiement envers le mobile money

---



---

**REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

1. Antonella, F., Amirreza, k., & Alicia, G. (2021). Financial inclusion and development in the last developed countries in Asia and Africa. *Innovation and entrepreneurship*.
2. ASBL. (2012). *l'inclusion ,qu'est-ce que c'est ?*
3. Banque de France. (2022). *Inclusion Financière*.
4. Banque, m. (2021). *Inclusion financiere ,paiements numeriques et resilience à l'ere de la Covid-19. global findex*.
5. BELHEDI, M. (n.d.). *Cours d'économétrie II. faculte des sciences economiques et de gestion de sousse*.
6. Bonenfant, & latitia, c. (2018). *l'epargne*. Paris: Direction des relations internationales de l'enseignement de France.
7. BRB. (2012). *Enquête nationale sur l'inclusion* . Bujumbura: BRB.
8. BRB. (2016). *rapport d'enquete sur l'offre des produits et services financiers formels au burundi* . Bujumbura.
9. BRB. (2017). *Enquete sur l'offre des produits et services financiers formels au Burundi*. Bujumbura: BRB.
10. Claire, Arunjay, jenifer, Alix, & Nika. (2014). *les services financiers et mobiles destinées aux personnes non bancarisées*. london.
11. CNUCED. (2013). *Les services monétaires par téléphonie mobile* . new york : CNUCED.
12. Coulibaly, S. S. (2020, AOUT). *L'inclusion Financière à Travers la Monnaie Mobile : Analyse de la Décision sur L'utilisation des Comptes de Monnaie Mobile dans les Pays de l'UEMOA*. Retrieved from [www.aercafrica.org/fr](http://www.aercafrica.org/fr).
13. CURDES. (2023, mars). *Déterminants de l'adoption et de l'utilisation de l'argent mobile au Burundi*.
14. Elisabeth, P. (2023). *Inclusion financiere*. GSMA.
15. FIDA, & Banque, m. (2015). *Transferts d'argent et inclusion financiere* .
16. GBAD, & BANk, Y. (2012). *Inclusion et integration financière à travers les paiements et transferts mobiles*. mumbai.

17. GSMA. (2010). L'argent mobile pour les personnes non-bancarisées .
18. GSMA. (2021). L'adoption des services de mobile money dans le monde. GSMA.
19. Institut de statistiques et d'études économiques du burundi. (2021). Transferts d'Argent aux ménages . Bujumbura .
20. Iranzi, F. (2022). le mobile money gagne du terrain . Mgasine Jeune Afrique .
21. Koker, J. K. (2013). Introduction to mobile money in developing contries.
22. laetitia, c., & Dominique. (2015). Financial inclusion and mobile payment in CEMAC. 66.
23. laetitia, c., & Domonique. (2015). le double role du paiement mobile dans les pays en developpement.
24. Laurence, K. (2022). Mobile money : définition ,avantages et fonctionnement .
25. Ndoricimpaye, Jean, c. N., & Ndayikeza. (2023). Determinants de l'adoption et de l'utilisation de l'argent mobile au Burundi.
26. Olivier, R. (2018). La revolution du mobile money en afrique.
27. Ouellet, E. (août 2005 ). Guide d'économétrie appliquée pour Stata Pour ECN 3950 et FAS 3900. Université de Montréal.
28. PAIFAR-B. (2017). Projet d'appui à l'inclusion financière agricole et rurale au Burundi. bujumbura: FIDA.
29. Price, E. (2021). Inclusion financière. Groupe de la Banque mondial .
30. Samuel, G., & luc, J. (2014). Inclusion fiancière en afrique subsaharienne.
31. Samuel Guérineau, L. J. (2014). L'inclusion financière en Afrique subsaharienne : faits stylisés et déterminants. Français : Association d'économie financière.
32. Samuel, G., & luc, J. (2014, avril). inclusion financiere en afrique subsaharienne.
33. Simon Leblond, I. B.-F. (2004, Octobre). Guide d'économétrie appliquée à l'intention des étudiants du cours ECN 3950.
34. Tangakou, S. R. (2019). l'inclusion fianciere et le paiement mobile en zone CEMAC. 104.

# ANNEXES

Tableau comparatif des indicateurs clé d'inclusion financière au Burundi de 2012 à 2017

N°	Indicateur	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Projection 2020 <sup>12</sup>
01	Population adulte	3 819 120	4 515 726	4 725 796	4 868 956	5 016 263	5 853 432	6 404 465
02	Population adulte Masculine	n.d	n.d	2 309 921	2 375 474	2 443 287	2 859 502	3 125 296
03	Population adulte Feminine	n.d	n.d	2 415 875	2 493 482	2 572 976	2 993 930	3 279 169
04	Nombre d'institutions financières agréées par la BRB	33	40	42	46	45	47 <sup>13</sup>	61
05	Nombre de points de Service	492	646	670	678	701	694	1 107
06	% de points de service dans les milieux urbains <sup>14</sup>	34,6	38,85	44	44,98	44,94	43,52	31,38
07	Nombre de points de service par 1 000 km <sup>2</sup> <sup>15</sup>	17,7	23,21	24,07	24,36	25,19	24,93	39,8
08	Nombre de points de service par 100 000 Adultes	12,9	14,31	14,2	13,92	13,97	11,86	19,8
09	Nombre de GAB	27	75	89	109	108	101	269
10	% de GAB dans les milieux urbains	96,3	66,66	94	86,23	87,96	87,13	N/A
11	Nombre de GAB par 100 000 adultes	0,7	1,66	1,88	2,23	2,15	1,73	4,8
12	Nombre total de communes	129	129	129	119	119	119	N/A
13	Nombre de communes ayant au moins un point de service	123	129	129	119	119	119	N/A

14	% des communes ayant au moins un point de service	95,4	100	100	100	100	100	100
15	Population adulte ayant accès à au moins un point de services financiers	3 703 782	4 515 726	4 725 796	4 868 956	5 016 263	5 853 432	N/A
16	% de la population adulte vivant dans les communes ayant au moins un point de service	97,0	100	100	100	100	100	N/A
17	% de la population adulte domicilié à moins de 8 km d'un point de services financiers formels	49,4	NA	NA	NA	NA	N/A	62,5
18	Nombre total de comptes de dépôt formel	831 454	953 483	1 038 090	1 067 226	1 076 860	1 222 688	2 107 847
19	Nombre total de comptes de dépôt formels détenus par les homes			497 101	652 403	345 836	722 525	N/A
20	Nombre total de comptes de dépôt formels détenus par les femmes			232 918	314 773	169 004	302 988	N/A
21	% de la population adulte ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière Agréée	12,5	21,11	21,96	21,92	21,47	20,88	37,7
22	% de la population adulte masculine ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière Agréée	n.d	n.d	21,52	27,46	14,15	25,27	N/A
23	% de la population adulte féminine ayant au moins un compte de dépôt dans une institution financière Agréée	n.d	n.d	9,64	12,62	6,57	10,12	N/A

24	Nombre de comptes client	831 454	1 075 141	1 245 684	1 253 549	1 400 522	1 495 310	N/A
25	% de la population adulte ayant un compte dans une institution financière Agréée	21,77	23,81	26,36	25,75	27,92	25,55	N/A
26	Nombre de comptes/ client par 1 000 adultes	218	238,08	263,59	257,46	279,20	255,46	N/A
27	Encours total des dépôts des particuliers (millions BIF)	554 500	498 005	493 679	499 117	392 691	502 026	1 186 202
28	Nombre total de comptes de crédit formel	163 382	209 776	257 463	285 684	319 085	370 767	668 236
29	Nombre total de comptes de crédits formels détenus par les hommes			144 860	183 241	190 817	241 817	N/A
30	Nombre total de comptes de crédits formels détenus par les femmes			50 200	89 413	81 564	91 569	N/A
31	% de la population adulte ayant au moins un compte de crédit dans une institution financière Agréée	2,9	4,65	5,45	5,87	6,36	6,33	11,9
32	% de la population adulte masculine ayant au moins un compte de crédit dans une institution financière Agréée	n.d	n.d	6,27	7,71	7,86	8,47	N/A
33	% de la population adulte féminine ayant au moins un compte de crédit dans une institution financière Agréée	n.d	n.d	2,08	3,59	3,17	3,06	N/A
34	Nombre de crédits en cours par 1 000 adultes	43	46,45	54,48	58,68	63,61	63,34	119
35	Encours total des crédits aux particuliers (millions BIF)	329 590	479 516	614 186	509 259	527 438	610 735	1 527 486
36	Nombre total d'entreprises	n.d	n.d	n.d	37 352	91 556	50 921	N/A
37	Nombre total des PME	n.d	n.d	n.d	32 774	37 528	31 693	N/A
38	Nombre de PME	n.d	n.d	n.d	18 960	15 585	5 329	N/A

	appartenant aux hommes							
39	Nombre de PME appartenant aux hommes	n.d	n.d	n.d	6 437	2 944	2 210	N/A
	appartenant aux femmes							
40	Nombre de PME mixtes	n.d	n.d	n.d	7 377	18 999	24 154	N/A
41	Nombre de comptes de dépôt des PME	n.d	n.d	n.d	30 417	23 911	35 714	N/A
42	Nombre de comptes de dépôt des PME appartenant aux hommes	n.d	n.d	n.d	17 359	5 564	4 730	N/A
43	Nombre de comptes de dépôt des PME appartenant aux femmes	n.d	n.d	n.d	5 893	1 115	2 309	N/A
44	Nombre de comptes de dépôt des PME mixtes	n.d	n.d	n.d	7 165	17 232	28 675	N/A
45	Encours total des dépôts des PME	n.d	n.d	n.d	133 027	106 333	196 910	N/A
46	Encours total des dépôts des PME appartenant aux Homes	n.d	n.d	n.d	17 316	7 584	7 462	N/A
47	Encours total des dépôts des PME appartenant aux Femmes	n.d	n.d	n.d	3 161	3 267	2 836	N/A
48	Encours total des dépôts des PME mixtes	n.d	n.d	n.d	112 550	95 482	186 612	N/A
49	Nombre de comptes de crédit des PME	n.d	n.d	n.d	2 940	2 811	1 524	N/A
50	Nombre de comptes de crédit des PME appartenant aux hommes	n.d	n.d	n.d	1 315	1 439	426	N/A
51	Nombre de comptes de crédit des PME appartenant aux femmes	n.d	n.d	n.d	703	224	124	N/A
52	Nombre de comptes de crédit des PME mixtes	n.d	n.d	n.d	922	1 148	974	N/A
53	Encours total des crédits des PME	n.d	n.d	n.d	142 508	189 183	285 076	N/A
54	Encours total des crédits des PME appartenant aux Homes	n.d	n.d	n.d	33 771	14 036	19 349	N/A
55	Encours total des crédits des PME appartenant aux Femmes	n.d	n.d	n.d	4 407	2 235	1 407	N/A
56	Encours total des crédits des PME mixtes	n.d	n.d	n.d	104 330	172 912	264 320	N/A